

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »  
Revue théorique  
« il comunista »  
Journal bimestriel en italien  
« el programa comunista »  
Revue théorique en espagnol  
«Proletarian»  
Journal en anglais

Journal bimestriel  
**N° 507**  
Avril-Mai 2013  
50<sup>e</sup> année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,  
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

## DANS CE NUMERO

- Le laïcisme contre le prolétariat
- Aperçu sur la Syrie (6). L'économie syrienne
- A propos de la «liberté de la presse»
- Roger ( Marc Perrais )
- Le PST algérien et la guerre au Mali

## Lutte pour la VI<sup>e</sup> République? Lutte contre le capitalisme et son Etat!

Le 5 mai le Front de Gauche a réussi sa manifestation pour le «VI<sup>e</sup> République»; même sans prendre pour argent comptant les estimations grossièrement exagérées des organisateurs sur le nombre de participants, ils ont été des dizaines de milliers de manifestants à venir de toute la France à l'appel du PCF, du Parti de Gauche de Mélenchon et d'autres petites organisations participant au Front de Gauche, mais aussi du NPA; ce dernier avait eu sa place réservée dans le carré de tête de la manif, c'est-à-dire parmi les organisateurs de la manifestation.

Le NPA avait refusé de soutenir Mélenchon lors de l'élection présidentielle (ce qui avait provoqué le départ d'une fraction importante de ses adhérents); il est désormais allié au Front de Gauche. Le 31 mars Besancenot invitait publiquement sur Canal Plus Mélenchon à «le rejoindre dans une opposition de gauche au gouvernement», tout en le critiquant quand même, pour son «chauvinisme».

Las! Le 22 avril Mélenchon demandait sur Europe à être nommé premier ministre par Hollande (à un autre moment il envisageait plus modestement d'être ministre dans un éventuel gouvernement Montebourg), après avoir affirmé à maintes reprises que le Front de Gauche était «dans la majorité actuelle».

Cela n'a pas empêché le NPA de rejoindre ce FdG en appelant lui aussi à sa manif du 5. Et dans un article de bilan de cette manifestation intitulé «Frapper ensemble, marcher séparément», il écrit: «il faut maintenant s'appuyer sur cette manifestation, la remobilisation militante qu'elle a montrée, pour défendre l'emploi, augmenter les salaires, relancer les services publics. (...) Il faut frapper ensemble pour changer les rapports de force entre le mouvement social et le gouvernement, la droite et le front national» (1).

Dans les faits, le NPA marche ensemble avec le FdG et ils ne frappent ni l'un ni l'autre!

Ou, pour parler plus clairement, «s'appuyer» sur les initiatives du FdG (en fait: appuyer ces initiatives) ne peut être un moyen d'obtenir les revendications immédiates des travailleurs, car la lutte prolétarienne est le seul moyen d'y arriver; or, les organisations réformistes et collaborationnistes qui font partie du FdG ou qui en sont proches sont celles qui sont au premier rang pour empêcher les prolétaires de frapper, c'est-à-dire pour empêcher l'éclatement d'une véritable lutte générale et pour détourner ou isoler les luttes partielles quand elles éclatent quand même.

( Suite en page 2 )

## Pour vivre le prolétariat doit lutter contre la bourgeoisie et tous ceux qui vivent de l'exploitation du travail salarié Seule sa lutte de classe peut en finir avec l'oppression de l'homme par l'homme, avec les divisions de classes, en révolutionnant de fond en comble la société capitaliste!

### Proletaires ! travailleurs de toutes les races et de toutes les nationalités !

Au cours de ces dernières années la crise économique mondiale n'a cessé d'aggraver les conditions de vie de larges couches de la population, non seulement dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays les plus riches, dans les Etats impérialistes qui ont conquis une position dominante par la violence économique, sociale politique et militaire qui caractérise le développement effréné du capitalisme.

Les crises économiques capitalistes plongent dans le chômage, la misère, la faim ou la mort des masses toujours plus grandes d'hommes, de femmes et d'enfants - démonstration atroce que le système économique basé sur le profit est incapable d'apporter le bien-être et la paix aux êtres humains. Aux crises s'ajoutent en effet les guerres qui en sont les conséquences et qui correspondent à des affrontements économiques et politiques entre puissances bourgeoises.

L'avenir que les classes bourgeoises, qui dominent la vie économique et sociale de tous les pays, préparent pour les générations actuelles et futures est un avenir d'oppression encore plus pesante, de misère croissante, d'exploitation aggravée pour les prolétaires et les masses laborieuses. Pour résister à cet avenir il n'y a pas d'autre

solution que la lutte de classe, lutte organisée sur la base de l'antagonisme entre les classes engendré par l'organisation sociale du capitalisme.

Pour quelle raison seule la lutte de classe prolétarienne peut résister et, à la fin, vaincre la classe bourgeoise, ouvrant à l'humanité la perspective d'une organisation sociale supérieure, sans oppression, exploitation ni divisions de classes? Parce que les prolétaires n'ont rien à perdre que les chaînes avec lesquelles la bourgeoisie, de générations en générations, les contraint à se faire exploiter, et qu'ils ont un monde à gagner! En se libérant de l'esclavage salarié, la classe prolétarienne libérera toute l'humanité de l'oppression sociale capitaliste.

### Proletaires ! travailleurs de toutes les races et de toutes les nationalités !

Dans tous les pays, mais surtout dans les pays capitalistes les plus développés, la bourgeoisie n'utilise pas uniquement la violence directe pour soumettre les prolétaires à l'exploitation; elle s'appuie sur toute une variété de forces collaborationnistes afin d'intoxiquer le prolétariat au moyen des diverses armes du pacifisme: de la démocratie à la religion, du sport à la musique, de la culture aux jeux. L'objectif de la propagande bourgeoise n'est pas seulement de plier les pro-

létaires aux exigences économiques et politiques capitalistes, mais aussi de les convaincre que le travail salarié auquel ils sont condamnés dès leur naissance est un fait «naturel» qu'il faut accepter et auquel il faut s'adapter; de les convaincre que ce travail salarié est leur contribution nécessaire au bien-être collectif, au progrès de la civilisation - et donc qu'il faut éviter les affrontements sociaux et suivre la voie de la collaboration sociale, de la collaboration entre les classes inspirée par des valeurs communes à tous: la prospérité de l'entreprise et de l'économie nationale, le débat citoyen démocratique entre les diverses opinions, le respect des autorités constituées et des lois républicaines, et bien entendu la défense de ces valeurs contre toute attaque, défense qui s'identifie plus généralement avec la défense de la patrie!

*Que les prolétaires s'échinent et meurent, non pour défendre leurs propres intérêts, mais pour ceux de la patrie bourgeoise, voilà quelle est la devise de tous les bourgeois, dans tous les pays!*

Il suffit cependant aux prolétaires de réfléchir à ce qu'ils sont contraints de donner et à ce qu'ils reçoivent en échange pour constater que dans cette société basée sur la

( Suite en page 2 )

## RENAULT-CLÉON: Les métallos entre le marteau patronal et l'enclume syndicale

**Depuis des années, l'industrie automobile souffre d'une crise de surproduction. Les marchés sont engorgés. C'est donc toute la filière automobile qui connaît une vague de licenciements et d'attaques massives contre les prolétaires en France, en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Belgique et ailleurs.**

Le groupe PSA a fait la une de l'actualité lorsqu'il a annoncé la fermeture de son usine d'Aulnay-sous-Bois. Il est aujourd'hui rejoint par Renault qui prévoit des milliers de suppressions d'emploi et se fait le fer de lance du « choc de compétitivité » voulu par le capital.

### UN CHANTAGE PATRONAL SOUTENU PAR LE GOUVERNEMENT ET CERTAINS SYNDICATS

Le 15 janvier 2013, la direction de Renault a annoncé son intention de supprimer 7 500 emplois en France d'ici 2016, soit 15 % de ses effectifs. Elle «s'engage» à ne licencier personne si et seulement si les syndicats signent son «accord de compétitivité».

Ce dernier prévoit:

- la remise en cause de l'accord 35 heures Renault, qui équivaut à une augmentation de la durée annuelle de travail de 4 à 21 jours travaillés en plus par an selon les sites et les statuts).

- l'abaissement de la majoration des

heures supplémentaires à 10 % au lieu de 25 %.

- un accroissement de la flexibilité : gestion du temps de travail selon les besoins de la production et des périodes de congés davantage imposées.

- le blocage des salaires

Après les premiers signes de colère, Renault a laissé de côté son projet de «mobilité» imposée au sein de deux pôles de fabrication : Nord-Est (Douai, Maubeuge, Batilly en Lorraine) et Ouest (Flins, Le Mans, Cléon et Sandouville), mais a maintenu le reste du projet.

Ce plan a reçu le soutien du gouvernement en la personne du ministre Montebourg qui a appelé les salariés de Renault à se soumettre au chantage patronal et les syndicats à signer l'accord. Il a déclaré : «Il faut regarder la situation de l'industrie automobile européenne, qui licencie des gens et ferme des sites. Renault propose tout le contraire : pas de licenciements, des départs volontaires, et augmentation de la charge des sites. [...] Certes le temps de travail va augmenter de 6 % mais pour

les salariés qui sont actuellement en dessous des 35 heures. [...] j'invite les partenaires sociaux à s'emparer de toutes les possibilités de cet accord pour négocier des contreparties sérieuses, des éléments de protection supplémentaires, par rapport aux efforts demandés. Je préfère des efforts modérés, des efforts certes, plutôt que des faillites, des fermetures et des pertes de substance industrielle.» (La Voix du Nord, 1er février)

Sans rire, la CFDT a jugé que «globalement équilibré» l'accord «représente le levier de changement durable de la stratégie et de l'activité industrielle de Renault en France, par delà les incertitudes de l'évolution du marché en Europe» (communiqué du 19 février).

Début mars, la CFDT, la CGC et FO ont annoncé qu'ils signaient l'accord, ce qui lui permettra d'entrer en application rapidement.

**C'est donc un front gouvernement-patronat-syndicats que les prolétaires vont devoir affronter.** Rien de surprenant ou de nouveau dans tout cela!

Un point a son importance : à la diffidence de PSA, il n'existe pas de syndicat jaune (le SIA, ancienne CFT-CSL) chez

( Suite en page 5 )

## Pour vivre le prolétariat doit lutter contre la bourgeoisie et tous ceux qui vivent de l'exploitation du travail salarié Seule sa lutte de classe peut en finir avec l'oppression de l'homme par l'homme, avec les divisions de classes en révolutionnant de fond en comble la société capitaliste !

( Suite de la page 1 )

marchandise, l'argent, le profit, ils sont soumis aux lois du capital, à la domination bourgeoise, à la condition d'exploités à perpétuité : leurs seule perspective est une vie d'exploitation, de chômage, de misère et de massacres; car si les guerres aujourd'hui frappent les masses prolétariennes et déshéritées dans des pays lointains, en Asie, en Afrique ou au Moyen-Orient, elles peuvent exploser aussi en Europe et même demain en Amérique. Mais aujourd'hui et partout si les prolétaires ne meurent pas de faim ou de fatigue, ils risquent la mort dans les «accidents du travail», à cause des maladies provoquées par l'insalubrité des conditions de travail (voir l'exemple de l'amiante ou de la dioxine), par l'incurie des systèmes de soins, par les bavures policières ou la répression des grèves et des mouvements de lutte contre leurs déplorables conditions de vie.

### POUR L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DES PROLÉTAIRES DU MONDE, L'AVENIR PROMIS PAR LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE SERA PIRE QUE LE PRÉSENT !

Mais la bourgeoisie est rusée ; plus elle est forte et riche, plus elle divise la masse des prolétaires en couches diverses : selon le métier selon la corporation, selon la nationalité, selon l'âge, le sexe, le degré d'instruction, etc. Cette division ne sert pas seulement à différencier (et à abaisser) les salaires, elle sert surtout à augmenter la concurrence entre les prolétaires eux-mêmes. C'est grâce à cette stratification que la bourgeoisie peut s'assurer le soutien de la couche supérieure, plus spécialisée, mieux payée, celle qu'Engels avait appelé dès 1845 l'**aristocratie ouvrière**. C'est à travers cette couche d'aristocratie ouvrière et à travers la petite bourgeoisie urbaine et rurale que la grande bourgeoisie industrielle, commerciale et financière réussit à faire pénétrer ses préjugés, ses intérêts, ses valeurs, au sein de la grande masse des prolétaires.

Toutes les grandes organisations opportunistes, celles qui prétendent être les défenseurs des revendications des travailleurs – des syndicats collaborationnistes aux partis réformistes – ont le même credo: la **collaboration entre les classes**, qui s'obtient par le mécanisme typique du capitalisme qu'est la concurrence! Plus s'aiguise la concurrence entre prolétaires et plus il leur est difficile de lutter ensemble, en se reconnaissant comme membres d'une même classe aux intérêts opposés à la classe bourgeoise. Plus les prolétaires sont en concurrence entre eux, et plus ils se soumettent aux lois du marché, du capitalisme, de l'exploitation du travail salarié : la condition de chacun n'est pas perçue comme étant celle de tous sous le capitalisme, mais comme le résultat de la capacité individuelle à collaborer au mieux avec les patrons, les autorités, les bourgeois.

**La concurrence entre prolétaires détruit les poussées matérielles à la lutte contre le système capitaliste !**

A cause de l'œuvre permanente des forces de la conservation sociale, les générations actuelles de prolétaires ont perdu tout lien avec les traditions des révolutions et des grandes luttes entre les classes. Les partis et l'Internationale Communiste qui appelaient les prolétaires de tous les pays à se lancer à l'assaut du capitalisme furent détruits par la vague contre-révolutionnaire dont le stalinisme a été l'aspect le plus terrible. Les expériences glorieuses de la Commune de Paris en 1871, de la révolution russe, des grandes luttes en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Hongrie et du grand mouvement révolutionnaire international des années vingt qui firent trembler les pouvoirs bourgeois d'Europe et d'Amérique, ont été dès lors ensevelies sous un épais linceul de

falsification du communisme marxiste; selon les capitalistes et leurs partisans, elles relèveraient d'un passé «barbare» et révolu grâce aux progrès de la citoyenneté et de la démocratie bourgeoises...

La défaite du prolétariat dans le monde et en Russie a assuré au capitalisme des décennies supplémentaires de vie; à commencer par la deuxième guerre mondiale, chaque décennie de plus de vie du capitalisme a signifié une décennie de plus de destructions de massacres, de misère et d'exploitation pour la plus grande partie de la population du globe.

Le capitalisme qui, au cours de ces décennies, s'est étendu et développé dans tous les pays, n'a pas changé pour autant: mode de production vivant de l'exploitation du travail salarié, il ne peut échapper à ses contradictions internes qui ne cessent de s'approfondir, accroissant la force destructrice de ses crises cycliques.

Ce sont en effet les contradictions matérielles de la société capitaliste qui poussent les prolétaires sur le terrain de l'affrontement entre les classes, sous l'impérieuse nécessité de la lutte pour la survie. Les prolétaires asiatiques ou africains qui risquent leur vie sur les mers à la recherche d'un avenir meilleur démontrent qu'ils ont la même force que les prolétaires italiens, irlandais, allemands, grecs ou espagnols qui au siècle dernier se lançaient dans d'interminables et périlleux voyages à la recherche d'un travail.

Hier comme aujourd'hui, ce qui pousse ces prolétaires ce n'est pas la «foi», «l'espoir», mais la faim. Les vicissitudes des cycles économiques capitalistes plongent de larges couches prolétariennes, y compris dans les pays riches, dans des situations de faim et de misère que le prolétariat a déjà connu dans l'histoire.

Mais si la poussée de la faim donne la force de se révolter, elle ne peut à elle seule suffire aux prolétaires pour agir en tant que classe. Les médias d'Europe et d'Amérique annoncent depuis longtemps que croissent le chômage et la misère: cela ne provoque que la mobilisation d'associations charitables et religieuses; ce n'est en effet pas l'affamé, le démuné, le marginal que redoute la société du capital, mais le **prolétaire qui agit et s'organise avec ses frères de classe** pour se défendre, d'autant plus s'ils se regroupent autour d'un programme politique dont le but est le renversement dans tous les pays du capitalisme!

### Prolétaires, Travailleurs de toutes races et de toutes nationalités !

La voie pour se libérer de l'esclavage salarié et de l'oppression capitaliste est historiquement tracée: elle passe par la lutte de

classe révolutionnaire du prolétariat dont l'objectif est la conquête du pouvoir politique dans tous les pays, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois édifié par la classe dominante pour défendre son système économique et social.

La lutte de classe ne peut apparaître à l'improviste, de même que ne peut surgir à l'improviste l'organisation de classe prolétarienne sur le terrain de la défense des intérêts immédiats.

Enchaînés par la bourgeoisie et ses laquais réformistes aux besoins du capital, privés de leurs organisations de classe et de leur programme révolutionnaire avec lesquels ils avaient lutté dans les années vingt, les prolétaires doivent remonter de l'abîme dans lequel la contre-révolution stalinienne et la démocratie bourgeoise les ont plongés. Les prolétaires d'avant-garde ont la tâche de retrouver et de défendre le fil de la tradition de classe qui permettra aux secteurs les plus combattifs du prolétariat d'avancer vers la renaissance du mouvement de classe international; l'histoire a en effet démontré que ce mouvement de classe s'appuie sur la rencontre entre la formidable poussée objective de lutte des prolétaires pour défendre leurs conditions de vie, et le programme du communisme révolutionnaire; sur la rencontre entre les masses prolétariennes en lutte et le **parti de classe**, organe indispensable de la révolution anticapitaliste.

Il n'y a pas d'alternative pour les prolétaires: où ils luttent contre l'oppression et l'exploitation, et au cours de cette lutte ils prennent conscience de posséder la force capable de renverser la société; où ils renoncent et ils se condamnent à n'être que les victimes dociles de la bourgeoisie en temps de paix comme en temps de guerre.

La voie de l'émancipation prolétarienne est semée d'obstacles et d'embûches, édifiés par la bourgeoisie et ses valets réformistes qui s'emploient à orienter les prolétaires dans la voie désastreuse de la collaboration entre les classes.

Les prolétaires ne pourront les éviter qu'en entrant en lutte pour la défense de leurs conditions élémentaires de vie et de travail car c'est seulement à partir de cette lutte que peut se développer la force prolétarienne indépendante de la bourgeoisie et de ses agents. Les objectifs fondamentaux sont ceux qui unifient les prolétaires dans une même armée de classe:

- **lutte contre la concurrence entre les prolétaires !**
- **lutte contre le chômage et le travail au noir !**
- **union entre chômeurs, intérimaires, saisonniers et travailleurs plein temps, entre autochtones et immigrés !**

• **lutte pour la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires !**

• **lutte pour le salaire intégral aux chômeurs et licenciés !**

• **réorganisation classiste en associations de défense des seuls prolétaires**

• **revendications cohérentes avec la défense exclusive des intérêts prolétariens, immédiats et généraux !**

L'union fait la force; mais pour devenir une force véritable, capable de résister à l'ennemi de classe et de contre-attaquer, cette union doit se réaliser sur une **base de classe**: elle doit surmonter la division entre prolétaires, la concurrence, le chacun pour soi et l'individualisme petit-bourgeois et être consciente de l'antagonisme irréductible qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat. L'union de classe ne peut exister que sur la base de la force nécessaire pour reconquérir le terrain classiste: le pacifisme, le légalisme, la genuflection devant les soi-disant intérêts supérieurs de la société – qui ne sont que les intérêts de la classe bourgeoise – la propension au compromis et aux sacrifices en faveur de l'économie nationale ou locale, sont des obstacles énormes à l'indispensable unification de classe pour résister aux capitalistes.

### Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Tel est l'appel que les communistes ont lancé, lancent et lanceront aux prolétaires du monde. Cette union a un objectif fondamental: passer de la lutte de défense des conditions de vie et de travail à la lutte révolutionnaire pour changer le monde, pour transformer la société entière selon les besoins du genre humain. Les communistes révolutionnaires oeuvrent à la formation de l'organe indispensable pour la révolution prolétarienne qui est le **parti de classe**; mais en même temps ils participent à la lutte quotidienne de résistance aux capitalistes en défendant les précieuses leçons des luttes passées, tout en apprenant les exigences matérielles exprimées par les prolétaires en lutte.

• **Vive le premier mai de lutte, vive le premier mai classiste !**

• **Pour la reprise de la lutte de classe dans tous les pays !**

• **Pour la reconstitution des organismes classistes de défense prolétarienne !**

• **Pour la reconstitution du parti communiste fort et compact, organe indispensable pour la révolution anticapitaliste !**

## Lutte pour la VIe République? Lutte contre le capitalisme et son Etat!

( Suite de la page 1 )

Ce n'est pas par hasard ou par inconséquence qu'en dépit de toutes ses critiques et ses polémiques contre Hollande, le FdG tient à souligner qu'il fait partie de la majorité de **pompiers sociaux** aujourd'hui au pouvoir; dans ses déclarations tonitruantes comme dans ses manifestations de rue, il sert de **flanc-garde** du gouvernement, se préparant à détourner des poussées de lutte ouvrières dans la voie du chauvinisme et, si le mécontentement devenait trop grand, dans un changement gouvernemental ou constitutionnel.

Dans la période qui vient, marquée par l'aggravation programmée des attaques anti-ouvrières pour restaurer la santé du capitalisme français, le FdG et les appareils syndicaux auront en effet à jouer un rôle-clé pour le maintien de la paix sociale et la paralysie de la classe ouvrière.

Le NPA s'associe à cette manoeuvre de conservation sociale ouvertement affirmée. L'article cité écrit: «*il y a des différences avec les dirigeants du FdG: on ne peut combattre la politique du gouvernement Hollande et exiger de devenir premier ministre de ce même Hollande*»; simples «différences», qui impliquent de «*déployer une politique anticapitaliste indépendante*» car «*il faut un gouvernement anti-austérité qui s'appuie sur le mouvement social et amorce une rupture avec le système capitaliste*» (2).

Quelle est cette politique anticapitaliste, que ce serait ce gouvernement, comment verrait-il le jour, qu'est-ce que cette «amorce de rupture» (ne soyons pas trop extrémistes!), quel est ce mouvement social, autant de questions sans réponses qui ne peuvent que plonger le lecteur dans un abîme de perplexité... A moins qu'il n'ait compris que ce ne sont que des phrases à effet, à destination de ceux

qui auraient quelques doutes sur la démagogie de Mélenchon.

### UNE TENDANCE PAS CLAIRE

La «Tendance Claire» du NPA, parlant du «manque de courage politique» de la direction de son parti, «à la remorque de Mélenchon», a déclaré refuser de participer à la manifestation du 5 mai car une VIe République resterait «bourgeoise et anti-ouvrière» (3). Bien dit! «contrairement aux belles histoires que nous racontent les populistes [comme Mélenchon, NdlR], il n'y a pas de remède miracle à l'intérieur du capitalisme» continue-t-elle très justement. «Notre programme anticapitaliste et révolutionnaire n'est pas un "programme minimum". C'est un programme concret de rupture avec le capitalisme, qui est la seule alternative aux politiques d'austérité (...).»

# Le laïcisme contre le prolétariat

«Retrouvez-vous les manches et frictionnez-vous les avant-bras à l'alcool à 90°, car nous plongeons les mains dans le plus grave processus d'infection du mouvement socialiste: l'anticléricalisme». C'est ainsi qu'en 1949, Bordiga commençait son *Fils du temps* «Anticléricalisme et socialisme».

Certains auraient pu croire l'époque de l'anticléricalisme – sous couvert d'un laïcisme intransigeant – achevé après la «guerre scolaire» de 1984. Malheureusement, toute une partie de la gauche et de l'«extrême» gauche se fait le champion de la lutte contre l'enseignement privé – et catholique en particulier.

Ces derniers mois, une coalition hétéroclite unissant les pires réformistes aux restes de l'«extrême» gauche s'est relancée dans une campagne laïque pour l'abrogation de la loi Debré (qui permet le financement des écoles privées par l'État, en particulier le paiement des salaires des enseignants).

Le 7 décembre dernier, la Libre Pensée – présidée par l'ancien bonze de Force Ouvrière, Marc Blondel – a organisé un meeting pour l'abrogation de la loi Debré («Pour l'abrogation de la loi Debré: L'union laïque est en marche», [www.fnlp.org](http://www.fnlp.org)). Se sont succédés à la tribune des représentants de Force Ouvrière, du SNES-FSU, du Parti de Gauche, du Parti Radical de Gauche, du POI (trotskyste lambertiste) et des «syndicalistes révolutionnaires» de la tendance intersyndicale *Émancipation*.

Ils ont communiqué autour du culte de Sainte École publique et de l'État national-républicain Notre Sauveur.

La puissance invitante – la LP – a conclu la cérémonie en dénonçant la loi Debré comme «contraire à l'évolution historique de la Nation» et a célébré «l'École de la Nation, espoir de notre jeunesse». Cette même LP exalte dans un communiqué récent la «République Une, Indivisible, Laïque, Démocratique et Sociale» – et surtout bourgeoise – contre les menaces fantasmées que feraient peser non seulement la décentralisation mais également l'existence de «langues différentes» en France!

Il y a deux cent ans ce genre d'orientations avait une valeur révolutionnaire indéniable, même si ces orientations et ces revendications étaient de nature bourgeoise: contre le morcellement et les divisions féodales qui entravaient le développement économique et social, elles représentaient en effet un progrès historique fondamental, celui de la victoire du mode de production capitaliste, victoire dialectiquement néces-

saire pour que puisse se déployer la lutte entre les classes modernes et que se créent les conditions matérielles du passage révolutionnaire ultérieur à la société sans classes, au communisme. Mais depuis la victoire définitive de la révolution anti-féodale, elles ne peuvent plus servir qu'à consolider le régime bourgeois contre son seul ennemi: le prolétariat. L'«espoir de la jeunesse», si nous parlons de la jeunesse **prolétarienne** et non de la jeunesse bourgeoise, ne peut en aucun cas résider dans cette institution bourgeoise qu'est l'École, publique ou privée, mais seulement dans la **lutte prolétarienne** contre le capitalisme et sa république!

Si les autres courants trotskystes de Lutte Ouvrière (LO) et du NPA ne participent pas actuellement à cette «union laïque» entre forces réformistes, ils adhèrent à la même idéologie et défendent le même mot d'ordre: «Fonds publics à l'école publique».

Les «anticapitalistes» du NPA demandent ainsi que «*La puissance publique et les collectivités locales [l'État bourgeois!] ne doivent avoir pour objectif que le développement de l'école publique laïque, de la maternelle à l'université. Les fonds publics doivent lui être réservés*» («Philippe Poutou: Oui à une cité scolaire publique à Beaupréau», 16 décembre, [npa49.free.fr](http://npa49.free.fr))

LO n'est pas en reste. A Argenteuil, par exemple, ses conseillers municipaux affirment que «*Pendant longtemps, le mouvement socialiste a milité pour la défense de l'école publique [...]. Pour nous, cela reste toujours un combat d'actualité. L'école financée avec les deniers publics, c'est l'école publique, obligatoire et ouverte à tous.*»

Si l'église catholique souhaite ouvrir une école, elle en a les moyens, qu'elle s'adresse à ses adeptes pour la réaliser et la financer de bout en bout» ([lo-argenteuil.blogspot.com](http://lo-argenteuil.blogspot.com)).

Ce combat contre la loi Debré, et plus largement contre l'école privée, se fait non seulement sous le drapeau intégral bourgeois de la **Défense de la République**, mais en outre cette défense n'est qu'une fable: il y a bien longtemps que l'Église n'est plus, comme au dix-neuvième siècle, oppo-

sée à la république! Au même titre que nos syndicalistes et politiciens laïcards, elle est un facteur de l'ordre bourgeois et son école est tout autant un instrument du conservatisme social que l'école publique! Les campagnes laïques ont pour résultat de détourner le prolétariat de la lutte de classe en l'embrigadant dans une artificielle «guerre scolaire» entre deux camps bourgeois; mais plus fondamentalement elles servent à dissimuler la nature de classe bourgeoise de l'État en s'efforçant de convaincre les prolétaires qu'ils doivent le défendre contre de supposées menaces cléricales, réactionnaires ou obscurantistes. Et, inévitablement, elles débouchent sur la **division** des prolétaires.

## BABY LOUP: QUAND LO SOUTIENT LES LICENCIEMENTS

Un autre exemple nous est donné par Lutte Ouvrière à propos d'une affaire qui a défrayé la chronique: celle de la crèche Baby Loup – vantée par LO, cette crèche est parrainée par Elisabeth Badinter, à la fois laïcarde acharnée et membre de la grande bourgeoisie française.

Rappelons les faits: une employée de cette crèche avait été licenciée parce qu'elle portait un «voile islamique»; ayant fait appel, son licenciement a été annulé parce que selon le code du travail les croyances religieuses ne peuvent être un motif de licenciement.

Au lieu de se féliciter que pour une fois une prolétaire ait obtenu un jugement en sa faveur, LO s'en est **indigné**: «*ce jugement a soulevé à juste titre une vague de protestations, car il donne des armes aux obscurantistes de tout bord, et nombreux sont ceux qui réclament une révision des lois existantes, demandant l'élargissement de l'interdiction des signes ostensibles d'appartenance religieuse au nom de la laïcité*» («La cour de cassation et la crèche Baby-Loup: une attaque contre le droit des femmes» [www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)). En effet, le port du voile serait le «*symbole de l'asservissement des femmes devant une loi occulte (?) imposée par des hommes ultra-réactionnaires qui (...) déniaient tout droit et toute égalité aux femmes*».

LO n'a pas le courage de dire à ses lecteurs que «ceux» qui s'indignent et qui réclament une révision des lois, c'est d'abord le ministre de l'intérieur Valls, immédiatement approuvé par les politiciens les plus réactionnaires...

En commun avec le premier flic de France et une des plus grandes capitalistes du pays, elle appelle au renforcement des lois tout à fait publiques de l'État bourgeois

pour apprendre de force aux prolétaires les bienfaits de la laïcité; et elle justifie les licenciements au nom du droit des femmes et de la lutte contre leur asservissement!!! Il est difficile de trouver des mots pour qualifier pareille ignominie de la part d'une organisation qui se dit «ouvrière»...

Bref, une fois de plus, les pseudo-révolutionnaires trotskystes ou «syndicalistes révolutionnaires» montrent qu'ils ne sont que l'aile gauche des défenseurs de l'État capitaliste et des colporteurs de l'idéologie bourgeoise. Ils ne sont pas seulement les pourvoyeurs des illusions réformistes mais – sur la «question laïque» – ils adhèrent totalement à l'idéologie national-républicaine.

Mais l'unité du prolétariat nécessaire à son émancipation, son affranchissement des idéologies bourgeoises et réactionnaires, qu'elles soient religieuses ou démocratiques, ne peut se réaliser que dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression bourgeoises, dans la lutte contre les capitalistes et l'État bourgeois, donc aussi contre tous ces faux amis.

Au dix-neuvième siècle, les socialistes allemands soutenus par Engels refusaient de s'associer à la *Kulturkampf*, la «lutte pour la culture» contre le cléricisme menée par l'État prussien, parce que cela aurait signifié le renoncement à l'indépendance de classe.

De même en France, le courant se réclamant du marxisme – malgré toutes ses faiblesses théoriques et ses erreurs politiques – refusait de combattre aux côtés d'une fraction bourgeoise pour la laïcité. Ses représentants dénonçaient «*La guerre pour rire contre le cléricisme [qui] cache un autre but plus sérieux celui d'absorber l'énergie des ouvriers et les détourner de leurs intérêts de classe, de la lutte contre le capital à laquelle on veut substituer la lutte contre Dieu. Le culte des Droits de l'Homme, de la Patrie, de la liberté du commerce, et toute l'idéologie bourgeoise, tendent au même résultat*» (Paul Lafargue, *Le Socialiste*. 15-18 septembre 1901) et les «*prétendus laïcitateurs [qui] fabriquent ou s'efforcent de fabriquer de la chair à profit bien docile*» (Guesde, «*Laïcisation à faire*», *Le Socialiste*, 22 octobre 1887).

Hier comme aujourd'hui, les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser par les croisades laïques: ils doivent combattre uniquement sur le terrain de classe pour la défense de leurs intérêts et pour la révolution communiste (1).

(1) Voir à ce sujet: «*La laïcité, un principe bourgeois*», brochure Le Prolétaire n°31.

## VIe République? ...

D'accord!

Mais tout n'est pas si clair dans la Tendance, loin de là; lisons en effet d'un peu plus près: «*La seule alternative [à la politique d'austérité NdlR] est la rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire l'expropriation des grands groupes capitalistes et la planification démocratique de l'économie*». C'est le programme de... Georges Marchais, celui du PCF jusqu'en 1981!

L'expropriation des grands groupes capitalistes ne changerait pas d'un iota ni la nature capitaliste de l'économie (même avec «*la transformation en profondeur de l'organisation du travail*») ni celle de ces grands groupes, sauf à croire comme le prétendait alors le PC, que les nationalisations sont du socialisme. Les faits ont démontré aux prolétaires sans qu'ils aient besoin de lire une ligne d'Engels qu'il n'en était rien: les nationalisations de 1981 n'ont rien changé à la nature des entreprises qui étaient passées sous contrôle de l'État et qui ensuite, une fois redevenues rentables, ont été reprivatées (essentiellement d'ailleurs par le gouvernement dit de la «gauche plurielle» de Jospin où était ministre un certain... Mélenchon!). Quant à la «planification démocratique» ce ne peut être qu'une **farce** dans ces conditions.

Tant que subsiste l'argent, le marché,

l'organisation économique par entreprises autonomes et le salariat, l'économie continue en effet à fonctionner selon le mode capitaliste; tout cela ne peut disparaître du jour au lendemain, par la vertu d'une décision modifiant la propriété des plus grandes entreprises.

La disparition du capitalisme nécessitera l'intervention despotique du pouvoir prolétarien – la **dictature du prolétariat** – pour transformer en profondeur l'organisation **économique et sociale en brisant** la résistance des classes possédantes et privilégiées. Cette transformation permettra la mise en oeuvre, toujours plus efficace dans la mesure où s'affaibliront les lois du marché, d'une planification qui ne sera pas «démocratique» (c'est-à-dire résultant du jeu d'intérêts différents) mais décidée centralement et dès que possible internationalement.

Il y aura sans doute nationalisation et expropriation, mais l'État bourgeois ayant été **détruit**, cela ne signifiera pas comme actuellement un renforcement du secteur capitaliste d'État, mais le premier pas de la transformation économique anticapitaliste.

En bref, comme ne dit pas la T.C., non par manque de courage politique, mais parce qu'elle est politiquement de même nature que le NPA dans son ensemble, la rupture avec le capitalisme est d'abord un acte **politique**, et pas n'importe lequel: la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la

dictature prolétarienne.

Les questions de la rupture avec l'Union Européenne et l'euro, la répudiation de la dette, etc., sur les quelles la T.C. s'appesantit, sont bien secondaires par rapport aux questions de la lutte révolutionnaire, de l'organisation de classe et de la constitution du parti en prévision de cette lutte et de sa conclusion, sur lesquelles elle ne dit rien.

Est-il possible, ne disons pas d'oeuvrer en ce sens, mais simplement de parler de ces questions brûlantes pour le prolétariat au sein d'un NPA «à la remorque de Mélenchon»? A l'évidence, non. Par contre, tout en critiquant le suivisme de la direction, on peut y grenouiller démocratiquement, accroissant ainsi la confusion politique régnante en se faisant passer pour de véritables révolutionnaires...

La défense des conditions de vie et de travail du prolétariat ne peuvent être défendues par les politiques des Mélenchonniens ou de leurs alliés-critiques. On ne peut faire pression sur le gouvernement pour l'obliger à prendre «une autre» orientation en faveur des prolétaires, les pressions des capitalistes, relayées par tout l'appareil d'État étant autrement plus puissantes; mais de toute façon ce gouvernement n'est pas venu au pouvoir pour s'opposer au capitalisme, mais pour le servir! Une VIe République ne serait qu'une version réformée de la Ve sans que change sa nature bourgeoise: l'État actuel,

comme disait Engels, est une machine essentiellement capitaliste, «*le capitaliste collectif en idée*»; il ne peut donc, quelle que soit sa constitution ou sa forme, quelle que soit la pression exercée sur lui, s'opposer au capitalisme (et si parfois des capitalistes **individuels** sont frappés par lui, c'est parce qu'ils causent du tort à d'autres capitalistes ou au système dans son ensemble). La seule République qui ne soit pas le masque du pouvoir capitaliste est la «*République des Soviets*» née de la victoire de la révolution et constituée sur les ruines de la République bourgeoise quel que soit son numéro, la dictature du prolétariat exercée par son parti unique de classe!

En attendant cette échéance qui n'est pas proche, il n'y a pas d'autre voie pour faire face à l'austérité que celle de la lutte, de la lutte réelle, indépendante des orientations collaborationnistes, organisée sur des bases de classe, contre les capitalistes, le gouvernement et l'État bourgeois. Et ce retour à la lutte de classe implique une autre **rupture**: celle avec les semeurs d'illusion en tout genre, d'autant plus pernicieux quand ils se prétendent révolutionnaires...

(1) *Tout est à nous!* n°194 (8/5/13).

(2) *Ibidem*

(3) Déclaration de la Tendance Claire, 2/5/13

# APERÇU SUR LA SYRIE (6)

## L'économie syrienne

Depuis le début des manifestations en mars 2011, la guerre civile, selon les estimations de l'ONU, se serait soldée par près de 60.000 victimes et un million et demi de réfugiés (plus de 450.000 dans le seul Liban, selon le HCR); un rapport présenté par une organisation onusienne des Pays Arabes vient d'estimer les pertes pour l'économie de la Syrie à 48

milliards de dollars (équivalent à 80% du PIB annuel du pays avant les événements), les secteurs de l'industrie, des matières premières et des transports s'étant effondrés, d'abord sous le coup des sanctions européennes, puis de la désorganisation liée à la guerre civile. Mais examinons quelle était la situation à la veille de cette crise.

### UNE SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EXPLOSIVE

La population actuelle du pays serait, selon certaines estimations, supérieure à 22 millions d'habitants. Une forte croissance démographique a fait qu'en cinquante ans le chiffre de la population a été multiplié par 4,5 environ: il se montait à moins de 5 millions en 1960. C'est une augmentation nettement supérieure à celle de ses voisins comme Israël (qui compte 7,5 millions d'habitants), le Liban (4,5 millions), la Jordanie (6 millions) ou la Turquie qui, avec ses 79 millions d'habitants, reste cependant un véritable géant en comparaison des autres pays. Seul l'Irak, avec 32 millions d'habitants, a connu une augmentation de population comparable (4,2 fois). Si le taux de natalité a baissé, surtout avec la crise du milieu des années quatre-vingt, il reste nettement supérieure à celle de la plupart des Pays Arabes et le taux de fécondité est de 3,5 enfants par femme.

Cette hausse importante de la population s'est accompagné d'un développement indéniable de la Syrie et un profond changement d'un pays qui était autrefois essentiellement agricole. Lors de la «grande révolte» de 1925 l'agriculture occupait ainsi près de 70% de la population et on ne dénombrait que 150 entreprises industrielles en majorité à capitaux européens (surtout français) dont aucune n'avait plus de 300 ouvriers.

Selon les statistiques officielles l'agriculture n'occupait plus au début des années 2000 qu'entre 25 et 30% de la population active, selon les sources, (contre 50% dans les années soixante-dix), mais seulement 14% dans le secteur dit «formel», le reste, soit un million de personnes, se trouvant dans le «secteur parallèle informel» (c'est-à-dire paysans sans terre et ouvriers agricoles sans aucun droit). En 2007 elle représentait 20,4% du PIB, alors que l'industrie (au sens large: y compris le pétrole) en représentait 31,6% (dont 7,8% l'industrie proprement dite, «manufacturière» dans le jargon économique anglo-saxon) et les «services» (du commerce à la Fonction Publique) 48%.

Dès l'arrivée de Bachar el Assad au pouvoir une «contre-réforme agraire» a été enclenchée avec la privatisation des fermes d'Etat, allouées en parcelles aux anciens propriétaires expropriés lors de la réforme agraire et aux paysans sans terre. Inutile de dire que cela a abouti à la reconstitution de grandes propriétés, accentuant un processus déjà à l'oeuvre, mais de façon déguisée, sous la forme de locations des terres (1). Dès 1986 les entreprises agricoles privées avaient été exemptées de toutes les lois relatives au code du travail, de toutes les restrictions sur la possession de devises, et de tous les règlements d'import-export, à condition de reverser le quart de leur production à l'Etat.

Avec le développement de l'irrigation, ces mesures avaient donné un coup de fouet à la production des cultures d'exportation, faisant de l'agriculture dans les années 90 une composante importante du produit national et du commerce extérieur. Les principaux produits agricoles exportés sont le coton brut, suivi du bétail et de produits agro-alimentaires.

Mais l'agriculture dans un pays aride comme la Syrie est très dépendante des aléas climatiques, et 4 années de sécheresse à partir de 2007 ont contraint pour la première fois à des importations de blé (dont la production a pourtant quintuplé depuis 1970), en même temps qu'elle provoquait une accélération de l'exode rural (20-30% de migra-

tions de 2008 à 2009!) et la réapparition de la famine dans les villages du nord consécutive à la hausse des prix des produits alimentaires. 800 000 personnes de cette région auraient perdu leurs moyens d'existence, et 2 à 3 millions de personnes seraient en «situation d'insécurité alimentaire». La réaction gouvernementale a été tardive et insuffisante, alors que des plans anti-sécheresse sont en discussion... depuis dix ans! (2).

### UN PAYS CAPITALISTIQUEMENT PEU DÉVELOPPÉ

Sur le plan du commerce extérieur, la Syrie a encore le profil d'un pays sous-développé qui exporte essentiellement des matières premières; si l'on prend le PIB par habitant comme un indice, sans doute grossier, mais néanmoins instructif, du développement capitaliste, on constate qu'il est significativement inférieur à la moyenne des Pays Arabes du Proche Orient: 1822 euros contre 2998 (chiffres du FMI).

En dépit de ce sous-développement relatif, la Syrie a cependant connu une importante évolution économique depuis son indépendance. Après la venue au pouvoir du Baas, l'Etat s'est employé à favoriser le développement industriel dont il a été le principal acteur après les nationalisations de la deuxième moitié des années soixante des rares grandes installations industrielles existantes, et, à partir des années soixante-dix, de la création de nouvelles.

Mais avec la crise financière de 1986, les ressources pour les investissements étatiques se tarissent, et le gouvernement se tourne vers les capitalistes privés. La croissance du secteur industriel privé sera rapide (la réussite la plus spectaculaire étant l'industrie pharmaceutique produisant sous licence ou des génériques, qui arrive à couvrir 80% des besoins du pays).

Mais c'est surtout le développement de la production pétrolière à partir de cette date qui a permis à la Syrie de surmonter ses difficultés. Cette production, modeste (0,5% de la production mondiale en 2010), est réalisée essentiellement par Shell (400 000 barils par jour au début des années 2000) et Total (anciennement Elf) associée à la société étatique SPC (Syrian Petroleum Company) (50 000 barils/jour à la même époque). Le pétrole représente aujourd'hui 20% des exportations syriennes et constitue 23% du revenu de l'Etat. Mais les réserves pétrolières sont en voie d'épuisement et la production de 610 000 barils par jour en 1995, est tombée à 385 000 en 2010. On estime que d'ici une quinzaine d'années la Syrie redeviendra importatrice de pétrole.

Selon la Banque Mondiale, la croissance de l'industrie proprement dite atteint les 14,9% par an au cours de la décennie 1997-2007 (avant l'éclatement de la crise économique internationale qui comme ailleurs a eu des retentissements négatifs). Mais les industries étatiques sont peu rentables et elles souffrent du manque d'investissements, tandis que les entreprises privées sont de petite taille: en 2008 il y avait selon les statistiques officielles pas moins de 199 000 entreprises industrielles, employant un total de 700 000 personnes, soit une moyenne de 3,5 employés par entreprise!

Comme en outre pratiquement les seules grandes entreprises sont celles d'Etat, on voit que l'immense majorité de ces entreprises privées «industrielles» relèvent en réalité de l'artisanat. Peu compétitives sur le marché mondial, les entreprises industrielles syrien-

nes souffrent d'avoir perdu leurs marchés dans les pays du bloc soviétique, comme le montre le cas du textile.

L'industrie du textile et des vêtements, qui est la deuxième du monde arabe après l'Egyptienne, est la principale industrie syrienne. Employant près du quart de la main-d'oeuvre industrielle du pays, les 26 000 entreprises recensées (soit 3,8 employés par entreprise), sont situées à Alep et à sa région. Spécialisées dans des produits bas de gamme, elles sont soumises à une intense concurrence de la Turquie (avec qui des accords de libre-échange ont été passés), de l'Asie et des autres pays arabes auxquelles elles ne peuvent essayer de résister que par les très bas salaires de la main d'oeuvre: la production de l'industrie textile a subi une diminution de 80% entre 2009 et 2010! On imagine les conséquences de cette débâcle sur les milliers de ces micro-entreprises: leurs patrons ruinés et leurs employés au chômage sont allés rejoindre les rangs des opposants au régime...

### LA CONDITION OUVRIÈRE

Nous avons dans la structure de l'industrie une première explication du manque de réaction de la classe ouvrière en tant que telle: il n'y a pas en Syrie de grandes concentrations ouvrières comparables aux gigantesques usines textiles du nord de l'Egypte qui, par leurs luttes, ont donné le coup d'envoi aux mouvements de protestation qui conduisirent à la chute de Moubarak. Les prolétaires salariés syriens sont le plus souvent noyés dans la masse populaire des petits artisans, des petits commerçants et des paysans dont ils partagent les coutumes et le mode de vie; nombreux sont en outre ceux qui reviennent au monde rural lorsque l'emploi salarié fait défaut. On a ainsi par exemple signalé dès le début des années 90 un retour dans les exploitations agricoles de la périphérie de Homs de travailleurs qui les avaient quittées pour trouver un emploi dans l'industrie chimique ou dans des administrations qui se mettaient à licencier (3): le même phénomène s'est sans aucun doute reproduit ailleurs.

Face aux mauvaises conditions de vie et de travail, face à un chômage dépassant les 20%, il existait aussi une issue plus facile que la lutte dans un pays ultra-répressif et contrôlé (dans les entreprises, l'adhésion au syndicat unique, véritable police des travailleurs, est obligatoire): l'émigration, principalement au Liban voisin. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais on estime le nombre de travailleurs syriens au Liban de 500 000 à un million; ils y constituaient jusqu'à 30% de la main d'oeuvre à la fin des années quatre-vingt dix (4). Le retrait des troupes de Damas au début des années 2000 entraîna un départ en masse de ces travailleurs, mais ce départ ne fut que temporaire.

Relégués comme les Palestiniens dans les emplois les plus difficiles et les plus mal payés, parfois victimes de véritables pogroms, sans pratiquement aucun droit social, ils trouvent cependant au Liban des conditions bien meilleures que dans leur pays d'origine, qui font de cette émigration une très efficace soupape de sécurité des tensions sociales en Syrie. Mais les difficultés économiques au Liban tendaient dans la dernière période à restreindre cette opportunité pour les travailleurs syriens.

Depuis les mesures d'ajustement structurel des années quatre-vingt dix en Syrie,

le chômage a atteint un niveau élevé; officiellement à 16% en 2009, il était estimé en général être supérieur à 20% de la population active, touchant davantage les femmes et les jeunes. Il faut dire que 300 000 personnes arrivent chaque année sur le marché du travail, alors que l'économie est bien incapable d'offrir un nombre d'emplois correspondant.

En 2003, 38% des emplois se trouvaient dans le secteur «informel», sans aucun droit ni couverture sociale; mais en réalité une bonne partie des travailleurs faisant théoriquement partie du secteur formel sont en fait eux aussi des «informels»: en effet seuls de 14 à 22% (selon les études) des employés du secteur privé formel y sont inscrits à la Sécurité Sociale, pourtant obligatoire. Au total les deux-tiers des emplois (64%) dont 89% des emplois du secteur privé, auraient été informels; leur part était écrasante dans la construction, les transports et l'agriculture. Depuis cette date, la situation a empiré, en particulier à la suite de l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés irakien.

Les salaires en Syrie sont très bas, comme nous l'avons dit. En 2003 le salaire moyen était de 4500 Livres, soit 3 euros par jour (5)! Et dans l'agriculture 80% des salariés avaient un salaire inférieur à ce niveau. Les salariés de la Fonction Publique avaient autrefois une situation privilégiée; mais leurs salaires ayant été bloqués, les fonctionnaires ont connu une forte baisse de leur niveau de vie. En dépit de hausses accordées dans les années 2000, leurs salaires réels sont toujours bien inférieurs à ce qu'ils étaient dans les années 60 et 70.

On estime aujourd'hui que 80% des fonctionnaires touchent un salaire qui permet à une famille avec enfants de vivre seulement une dizaine de jours par mois. Trouver un deuxième emploi est donc vital pour eux, s'ils ne peuvent profiter de leur situation pour extorquer des bakchichs: un enseignant sera ainsi successivement chauffeur de taxi, gardien de nuit...

Mais la pire des situations est celle des journaliers du secteur informel; touchant des salaires véritablement de famine, incertains du lendemain, ils sont pieds et points liés aux patrons qui veulent bien les employer...

En face de cette situation dramatique des prolétaires, une couche de nouveaux capitalistes prolifère, amassant des fortunes fabuleuses grâce à leurs bonnes relations, comme le fameux Makhlof, cousin d'el Assad, l'homme le plus riche de Syrie qui contrôlerait 60% de l'économie à travers ses différents holdings (6).

La libéralisation économique entreprise par Bachar el Assad, critiquée pour sa timidité par les capitalistes internationaux, a cependant bien fonctionné sur le plan des conditions de travail prolétariennes: le nouveau code du travail adopté en avril 2010 a essentiellement pour but d'alléger les contraintes pesant sur les employeurs (qui était pourtant rarement respectées dans les faits) et de supprimer les rares semblants de garantie existant pour les travailleurs. Par exemple les fonctionnaires pouvaient selon le nouveau code être licenciés sans motifs particuliers et sans recours possible...

\* \* \*

Ce rapide tour d'horizon démontre que les causes de la brutalité et de l'omniprésence de la répression en Syrie ne sont pas à chercher dans le tempérament sanguinaire d'Assad père ou fils, mais dans la situation d'un capitalisme d'autant plus féroce qu'il est plus faible; sans cette répression, le pays aurait connu depuis longtemps une explosion sociale contre l'exploitation bestiale nécessaire au développement du capitalisme local. Mais l'affaiblissement de l'Etat syrien à cause de l'épuisement de la croissance économique, a fait qu'en dépit de la puissance de son appareil répressif, il n'a pu comme à Hama en 1982, écraser les foyers de révolte.

Face aux progrès de la rébellion, le régime syrien peut encore s'appuyer sur les divisions communautaires que le colonialis-



me français avait cultivées selon la vieille politique du «diviser pour régner», et qu'il a laissé en héritage empoisonné à la Syrie indépendante.

Mais pour le capitalisme, la grande chance est l'absence en Syrie de toute force qui le remette en cause: autrement dit l'absence du prolétariat **en tant que classe**, organisé en parti et luttant pour le renverser par la révolution communiste. Cette absence dont les causes ne sont pas locales et contingentes, dues à l'histoire ou à la culture syriennes, mais historiques et générales (la défaite internationale de la révolution prolétarienne au siècle dernier et la formidable expansion du capitalisme après le bain de sang de la guerre mondiale), est la véritable tragédie de l'époque actuelle.

Les sanglants événements de Syrie sont un avertissement aux prolétaires du monde entier: s'ils ne trouvent pas la force de rompre avec toutes les orientations bourgeoises, qu'elles soient religieuses, nationales ou démocratiques, pour reprendre la voie de la lutte et de l'organisation indépendante de classe, les crises les plus aiguës seront retournées contre eux par les tenants du capitalisme et ils finiront comme chair à canon des affrontements bourgeois.

Une aide véritable aux prolétaires de Syrie ne réside pas dans un soutien sans principe, éventuellement en collaboration avec «notre» impérialisme, à des organisations rebelles **intégralement bourgeoises** et anti-prolétariennes (avec le prétexte qu'elles sont laïques) comme le proposent par exemple les néo-trotskyistes du NPA (7); ou, pire encore, au régime de Assad «agressé par l'impérialisme» comme le voudraient les courants et partis néo-staliniens; même si elle ne peut être «immédiate», la véritable solidarité de classe due aux prolétaires de Syrie et d'ailleurs consiste à travailler, ici, au cœur des États qui dominent la planète, à la reconstitution de l'organisation de classe et à la reprise de la lutte prolétarienne révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme mondial.

Alors seulement pourra sonner l'heure de la vengeance de toutes les innombrables victimes du capitalisme, le plus cruel et le plus barbare de tous les modes de production que l'histoire ait connu.

(1) cf «*La Syrie au présent*», op. cit., p. 739-745. Le dédommagement des grands propriétaires expropriés lors de la réforme agraire a été évoqué à plusieurs reprises, sans doute pour essayer de se concilier cette classe sociale dont le soutien à l'Islamisme est avéré.

(2) cf *Libération*, 29/9/2010

(3) cf <http://remmm.revues.org/2719>

(4) cf John Chalcraft, «*The invisible cage. Syrian migrant workers in Lebanon*», Stanford University Press, 2009, p. 148.

(5) Nous reprenons ici les chiffres donnés dans «*Les travailleurs arabes hors-la-loi. Emploi et droit du travail dans les pays arabes de la Méditerranée*», L'Harmattan 2011. Il s'agit d'une étude commanditée par le syndicat Commissions Ouvrières et le gouvernement espagnol dans le cadre d'un «*Projet de Coopération syndicale*» euro-méditerranéen, expression de la collaboration de classe pour essayer de prévenir les affrontements sociaux de l'autre côté de la Méditerranée...

(6) cf *Financial Times* du 21/4/2011. Selon le quotidien de la finance britannique, le mécontentement des bourgeois syriens n'a cessé de croître en raison de l'accaparement par un cercle restreint autour de la famille présidentielle des opportunités ouvertes par la libéralisation économique.

(7) voir l'article «*Armer la résistance syrienne*» de *TEAN* du 23/3/13, qui, se mettant explicitement dans la ligne d'une déclaration franco-anglaise «*en faveur de l'armement de l'opposition armée non djihadiste*», appelle à «*l'aide militaire inconditionnelle aux résistants démocratiques et laïques*» cf <http://www.npa2009.org/taxonomy/term/2605>. Cela revient à se mettre au service des manœuvres de notre impérialisme!

## A PROPOS DE LA «LIBERTÉ DE LA PRESSE»

Le 3 mai dernier était célébré la journée mondiale pour la liberté de la presse (instituée par l'ONU en 1993). A cette occasion l'association «Reporters sans Frontières» - dont on sait qu'une partie de son financement vient de la CIA (1) - a lancé une campagne «*radicale*» (dixit *Le Monde*) pour épingler 5 des 39 «*prédateurs*» de la liberté de la presse qu'elle a recensés: les dirigeants de la Corée du Nord, de la Syrie, de l'Iran, de la Russie, de la Chine et de l'Égypte.

De son côté, Laurent Fabius a fait une émouvante déclaration sur la liberté de la presse, où il a rendu hommage aux 2 journalistes français tués en Syrie (2).

Quant à nous, nous dédions à tous les démocrates qui s'extasient de la liberté de la presse régnant dans nos pays à la différence de ces contrées barbares, les lignes qui suivent:

«*Journaliste, je dépends de ceux qui possèdent les journaux (...). Le joug est léger (...).*

*Attendre des représentants du capital qu'ils vous fournissent gracieusement des armes - c'est-à-dire en l'occurrence des journaux - pour s'élever contre une forme de société qui leur convient, et une morale qui est la leur, cela porte un nom: l'imbécillité.*

*Mais la plupart de ceux qui travaillent dans les grands journaux sont, en gros, d'accord avec cette société et cette morale. Ils ne sont pas achetés, ils sont acquis. La nuance est importante.*

*Ceux qui ne le sont pas, peuvent en théorie, créer d'autres organes pour exprimer leurs vues.*

mer leurs vues.

*En pratique, les fonds nécessaires à la création d'une telle entreprise ne se trouvent pas dans les poches des révolutionnaires».*

Celle qui a écrit ces lignes en 1960, c'est Françoise Giroud (3); elle savait de quoi elle parlait, puisqu'elle dirigeait alors l'hebdomadaire *l'Express* (créé par Servan-Schreiber), après avoir dirigé *Elle*: il faut être **imbécile** pour ne pas voir que dans les démocraties où elle existe, la liberté de la presse vantée par l'ONU ou Reporters sans Frontières ne vaut que pour les capitalistes, pour ceux qui possèdent les moyens de communication!

Sans le savoir, la bourgeoisie patronne de presse confirmait ce que l'Internationale Communiste avait dit aux prolétaires du monde entier lors de son Premier Congrès en 1919:

«*La liberté de la presse est également une des grandes devises de la "démocratie pure". Encore une fois les ouvriers savent, et les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois, que cette liberté est un mensonge (...) tant que subsiste le pouvoir du capital sur la presse, qui se manifeste dans le monde entier d'une manière d'autant plus brutale, éhontée, cynique que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, comme par exemple en Amérique. (...)*

*Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de soudoyer la presse, la liberté d'utiliser leurs riches-*

*ses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique. Encore une fois, les défenseurs de la "démocratie pure" s'avèrent en réalité les défenseurs du système le plus ignoble, le plus vénal, de la domination des riches sur les moyens d'éducation des masses; ils trompent le peuple et le détournent, à l'aide de phrases pompeuses et spécieuses, fausse de bout en bout, de la tâche historique, de la tâche concrète de délivrer la presse de son asservissement au capital.*

*La liberté et l'égalité véritables régneront dans le régime édifié par les communistes où il sera impossible de s'enrichir aux dépens d'autrui, où il sera matériellement impossible de soumettre directement ou indirectement la presse au pouvoir de l'argent» (4).*

(1) [http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO\\_OSPINA/14910](http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14910).

(2) Mais il n'a pas évoqué le sort, dont on reparle en ce moment, du journaliste J.P. Couraud disparu en 1997 à Tahiti après avoir enquêté sur le sénateur chiraquien Gaston Flosse, alors (et à nouveau!) président de cette région: cela s'est passé, il est vrai, à l'intérieur des frontières de la démocratie France... cf *Le Monde* du 13/3/13.

(3) cf «*Histoire d'une femme libre*», Ed. Gallimard 2013, p. 57.

(4) «*Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne*», point 8.

## RENAULT-CLÉON:

### Les métallos entre le marteau patronal et l'enclume syndicale

( Suite de la page 1 )

Renault et la CGT domine. C'est le cas en particulier à Cléon, en Seine-Maritime, près de Rouen.

#### LA CGT ENTRE DÉFENSE DES SALARIÉS ET DÉFENSE DE L'ENTREPRISE

La CGT de Cléon appelle à la lutte contre cette «*régression sociale*» en organisant des débrayages d'une ou deux heures et quelques journées de grève pour «*faire grandir encore et toujours le rapport de force pour montrer à la direction que l'opposition à son projet grandit*». L'objectif est de construire une riposte «*avec une série d'arrêts de travail qui nous redonnent confiance*» (tract du 15 janvier).

On peut cependant constater, à la lecture des tracts de la CGT, que – **jamais** – **n'est affirmé le fait que les travailleurs n'ont pas d'autre arme que le blocage de la production par la grève illimitée et l'extension de la lutte aux autres usines.** Après que la CFDT, FO et la CGC aient approuvé l'accord, la CGT Cléon avait comme seule perspective de se «*faire entendre, lorsque le Comité d'établissement va être convoqué pour que la direction y présente l'organisation du travail*» (tract du 14 mars).

Au contraire, les grèves sont présentées comme des moyens de pression... sur les syndicats les plus ouvertement collaborationnistes (CFDT, FO et CGC) pour qu'ils ne signent pas l'«*accord*» avec le patronat, ce qui obligerait ce dernier à repousser son application d'à peu près quinze mois (tract du 7 février).

La CGT de l'usine dénonce l'attaque constituée par «*l'accord de compétitivité*», les suppressions d'emplois et l'aggravation de l'exploitation. Mais comme le veut la vieille habitude réformiste, la CGT s'en prend non pas aux «*bons*» industriels mais uniquement aux actionnaires qui

sacrifient les entreprises capitalistes pour un profit à court terme: «*si Renault s'apprête à amocher nos vies et nous faire les poches, c'est exclusivement pour dégager des moyens pour remplir celles des actionnaires. Et pas pour garantir la survie de toutes les usines françaises.*» (tract, 19 février). Donc, au nom d'«*une autre stratégie industrielle*» pour cette multinationale (interview du secrétaire du syndicat dans *Informations Ouvrières*, 24 janvier 2013) avec des «*investissements [qui] doivent porter sur l'innovation et le développement*» («*Une interview de Pascal Morel, secrétaire du syndicat CGT de l'usine Renault-Cléon*», [www.actioncommuniste.fr](http://www.actioncommuniste.fr), 18 février), elle avance des revendications qui lient le sort des ouvriers à celui de l'entreprise et de ses profits (tract du 8 janvier):

? «*rééquilibrer les volumes de production entre les sites Renault (France, Roumanie, Turquie, Slovaquie, Espagne...) afin de permettre d'utiliser pleinement les capacités de productions françaises, et de ne plus sur-utiliser celles des autres pays*» pour «*réduire les coûts de fabrications globaux des autres véhicules [car] avec plus de volumes, les coûts fixes diminuent*» c'est-à-dire supprimer des emplois dans les usines hors de France!

? «*les usines françaises doivent répondre à la demande des clients en fabriquant en temps et en heure les véhicules vendus sur les principaux marchés (France, Allemagne...), y compris les Logan, Duster, Lodgy*» car «*Les ventes resteraient "rentables"*»

? «*les organisations du travail doivent être repensées en profondeur, avec les salariés eux-mêmes, à partir des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien pour bien faire leur travail*» c'est-à-dire associer les prolétaires à l'organisation de leur exploitation!

? «*réorganiser et donner des moyens (financiers et humains) à la recherche et développement en laissant nos chercheurs faire fonctionner leur imagination*» (!)

Le syndicat ressort également des pleurnicheries nationalistes genre «*Renault brade son héritage et Carlos Ghosn privilégie Nissan*» («*Une interview de Pascal Morel*»)

Au final, le syndicat se lamente que «*La direction continue d'ignorer les propositions CGT, bien qu'elles permettraient d'assurer l'avenir de l'entreprise (et ses emplois [!]) en conjuguant progrès social et économique*» (tract du 7 février). Pour couronner le tout, elle ressort l'arme magique de la nationalisation «*avec une participation des travailleurs à la réflexion et aux décisions*»! («*Une interview de Pascal Morel*»).

Malgré son radicalisme verbal, la CGT de Renault Cléon est tout aussi réformiste que ses compères de la Fédération CGT de la Métallurgie **qui revendiquent «*le maintien et le redéveloppement d'une industrie automobile forte en France tournée vers la réponse aux besoins doit être un des axes prioritaires de la politique industrielle de notre pays*»** («*L'avenir de la filière automobile en France*», [www.ftm.cgt.fr](http://www.ftm.cgt.fr)): **pour la CGT le plus important est la défense de l'entreprise, la défense des travailleurs est entre parenthèses...**

#### FO : CHAMPION DU CHAUVINISME ET DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE

**Le syndicat FO, minoritaire sur le site, joue la surenchère.** Il dénonce l'accord et appelle aux débrayages car, selon lui, «*La pression de tous les syndicats locaux des différents sites sur leur organisation syndicale centrale doit aboutir par une non signature de l'accord, un refus de négocier, car il n'y a rien à négocier si ce ne sont des reculs sociaux*» (tract FO Cléon du 28 janvier). FO feint de s'interroger: «*A Paris, les responsables syndicaux chercheront-ils un prétexte pour aller à l'encontre de ceux qu'ils représentent ?*»

( Suite en page 6 )

## RENAULT-CLÉON: Les métallos entre le marteau patronal et l'enclume syndicale

(Suite de la page 5)

(tract FO Cléon du 28 janvier).

**Cette fausse indignation face au collaborationnisme des directions syndicales nationales n'est qu'une posture.** Ce même syndicat dénonce le président de Renault comme un mauvais gestionnaire : « *A aucun moment on ne critique les choix et l'incompétence d'un patronat maladroit et aveugle qui a engendré cette crise. [...] Le véritable responsable, c'est Carlos Ghosn qui affiche Renault perdant depuis 2005, qui n'a pas arrêté d'enrichir les actionnaires, qui a terni l'image de Renault à travers l'affaire du contre-espionnage, qui n'a pas su renouveler sa gamme en temps voulu, qui a délocalisé nos productions, qui a mis Nissan au premier plan.* » (tract FO Cléon du 28 janvier)

**FO se place entièrement sur le terrain du patronat** allant jusqu'à écrire que « *La compétitivité n'est pas un gros mot, il s'agirait encore de ne pas en détourner sa définition* » (tract FO Cléon du 11 février). De plus, dans le même tract, le syndicat FO est aussi le chantre du chauvinisme : pour lui, « *Carlos Ghosn joue la carte Nissan au détriment de Renault et de ses salariés* ».

C'est le même discours nationaliste que sa fédération qui pleurniche sur « *Le sacrifice de l'outil France* » (FO Métaux, « *Compétitivité des sites France* ») et la « *stratégie anti-française* » de Ghosn (FO Métaux, « *Ce n'est pas la bonne stratégie* »). C'est également le même collaborationnisme qui se lamente que « *Les salariés français ont toujours joué la carte de Renault. Les dirigeants de Renault sauront-ils jouer la carte des salariés français qui ont fait sa force et sa réussite passée ?* » (« *Compétitivité des sites France* »).

La force passée de Renault, c'était l'exploitation de ses travailleurs ; dans un contexte de concurrence accrue entre capitalistes, il joue aujourd'hui exactement la même carte en voulant renforcer cette exploitation : si vous voulez la « réussite » de Renault, il faut accepter cette exploitation accrue !

Et en réalité, c'est bien ce que veut FO quand, avec la CGC, elle propose la mise en place de « *zones franches, à fiscalité et charges très réduites, autour des usines françaises de la filière automobile, celles de Renault ou de PSA, mais aussi des équipementiers* » (Les Echos, 25 février), c'est-à-dire des salaires réduits et des conditions de travail dégradées pour les travailleurs !

Les syndicats se posent en défenseurs de l'entreprise face à un mauvais patron. Mais avec ou sans Ghosn, la crise de surproduction de l'automobile existerait, les capitalistes augmenteraient l'exploitation des prolétaires pour restaurer leur taux de profit... et les syndicats collaboreraient !

Les prolétaires n'ont pas et n'auront jamais à proposer aux bourgeois une bonne gestion de leurs usines. Ils doivent défendre de manière exclusive et déterminée leurs intérêts sans se soucier de ceux de l'entreprise ou du pays.

### ACTION COMMUNISTE : LE NATIONAL-RÉFORMISME «MADE IN FRANCE»

Depuis la fin des années 1980, les trotskistes de la LCR ont été associés à la direction du syndicat CGT Renault. Dès 1991, les ouvriers qui avaient voté majoritairement la poursuite de la grève ont pu voir les dirigeants de la LCR appeler, comme la CGT, à la reprise du travail.

Aujourd'hui, la CGT de l'usine est – de fait – dirigée par une coalition entre groupes d'« extrême » gauche. Longtemps, le secrétaire et le secrétaire adjoint du syndicat étaient deux militants de la LCR puis du NPA. Depuis 2011, le secrétaire est un militant d'Action communiste, une scission locale du PCF, et le secrétaire adjoint est le porte-parole ré-

gional de Lutte Ouvrière.

**Action Communiste est le fer de lance de la propagande nationaliste dans l'usine.** Ce groupe avance qu'« *Il faut arrêter de laisser l'UE et les patrons décider seuls. Il faudra renationaliser : les banques, la SNCF, les grandes entreprises qui liquident l'industrie en France* » (« *En finir avec le capitalisme pour en finir avec les délocalisations* », 9 octobre 2012). Depuis des années, AC tient un discours anti-européen et protectionniste tout en reprenant les vieilles lunes réformistes comme la relance de la consommation pour sortir de la crise. Il demande aussi au gouvernement et à la direction de Renault de « *relancer la recherche et la production de petites voitures, favoriser la relocalisation et la vente des voitures produites en France* » et « *diversifier la production de ses sites* » (« *Renationaliser Renault* », 19 novembre 2008). Encore et toujours, l'opportunisme met en avant son « réalisme » pour résoudre la crise du capitalisme !

AC s'inscrit pleinement dans la galaxie des débris « orthodoxes » du PCF et avoue s'être « *inspiré des textes et propositions de nos amis et camarades de Rouges-Vifs, du M'Pep, du PRCF* » (« *Ils font des profits. Ils détruisent nos emplois. Ils investissent à l'étranger* », 1er mars 2013). Que du beau linge ! Le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) organisent actuellement une campagne commune car, excusez du peu, « *Confortée et approfondie par les acquis de civilisation de la Résistance et de la Libération, la République une et indivisible fondée par la Révolution française est en danger de mort* ». Par nationalisme, le M'PEP a même soutenu lors des législatives le gaulliste très droitier Nicolas Dupont-Aignan.

De son côté, le PRCF a constitué avec des groupuscules gaullistes un « *Arc républicain de progrès* » pour une « *union du peuple Français autour de la Nation et de la République* » (« *Déclaration commune* », décembre 2010, [www.comite-valmy.org](http://www.comite-valmy.org)).

Les « *Rouges Vifs* » sont membres du *Rassemblement des Cercles Communistes – fervent supporter du Front de Gauche – qui dans un récent tract célèbrent la Chine capitaliste qui « crée des millions d'emplois, élève le niveau de vie des travailleurs, massifie l'éducation, l'instruction de haute qualité de la jeunesse, généralise l'accès aux soins de la population grâce une politique antilibérale rendue possible par la nationalisation et la propriété d'état des secteurs clefs de l'économie » (« *Non au chômage ! Non aux baisses de salaire ! Nationalisation des entreprises qui ferment ou délocalisent sans indemnisation des patrons* », février 2013). Les prolétaires chinois soumis à une exploitation bestiale et qui depuis quelques temps multiplient les luttes apprécieront...*

Les nationaux-réformistes d'AC n'ont à offrir qu'un programme 100% bourgeois de défense de l'économie nationale et de l'impérialisme français contre ses concurrents. Le communisme leur est complètement étranger. La défense de la « souveraineté nationale » et de la « culture républicaine française » remplace toute réelle référence au marxisme.

Du chauvinisme au racisme, il n'y a qu'un pas... qu'AC franchit allégrement. Comme un vulgaire groupe d'extrême droite, il s'élève contre « *la démagogie sans-papieriste qui apporte de l'eau au moulin de l'exploitation capitaliste* » (« *Ascenseur pour les fachos* » 17 novembre 2011).

### LE NPA, UNE AILE GAUCHE DE LA BUREAUCRATIE CGT

Pour sa part, le NPA n'avance aucune réelle perspective de lutte. Il entend construire « *une immense manif nationale avant le vote au Parlement* » de l'accord patronat-syndicats en espérant « *que les organisations syndicales qui ont refusé de signer appellent désormais à des mobilisations à la hauteur de l'enjeu* » (Bulletin Cléon, 17 janvier 2013). Il appelle à une bien vague « *mobilisation d'ensemble contre les diktats du patronat et du gouverne-*

ment » (Bulletin Cléon, 31 janvier 2013). Le NPA cherche à faire du lobbying sur les bonzeries syndicales qui devraient mettre « *toute leur énergie dans la construction d'un rapport de forces susceptible de renverser la vapeur* », ce dernier servant à faire du lobbying sur les députés « *contre la ratification par le Parlement de l'accord MEDEF-CFDT-CGC-CFTC de janvier sur l'emploi* » (bulletin NPA Cléon, 14 février). Le NPA est bien loin du terrain de classe ! Il veut faire croire que les directions syndicales – traîtres depuis des décennies – pourraient engager la lutte et mener à la victoire les prolétaires.

Et, par interclassisme et comme le Front de Gauche et la CGT, il cache le fait que non seulement l'accord est signé par le MEDEF qui regroupe les grandes entreprises mais tout autant par les exploités des PME et de l'artisanat, regroupés dans le CGPME et l'UPA également signataires du texte. Évidemment, pour tous les réformistes, l'ennemi désigné n'est pas le mode de production capitaliste mais seulement le *grand patronat*.

Ces « anticapitalistes » défendent comme d'habitude des « mesures transitoires » dont les trotskistes ont le secret : encore et toujours « *l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emploi* » (Bulletin Cléon, 14 février) mais également l'« *ouverture des livres de comptes, expropriation, nationalisation sous le contrôle des travailleurs/euses* » (« *Refuser le chantage et les licenciements à Renault* », communiqué NPA, 16 janvier 2013), en clair se faire de nouveau exploiter par l'Etat-patron comme au bon vieux temps de la Régie nationalisée ! Le tout justifié au nom d'une « bonne » répartition des richesses dans le cadre du capitalisme car « *L'argent existe, les profits du CAC 40 le montrent tous les jours* » (Bulletin Cléon, 28 février) : pas besoin de renverser le capitalisme, il suffit de mieux partager le gâteau, grâce sans doute à de bonnes lois, et tout ira bien !

Grattez l'« anticapitalisme » affiché du NPA et vous trouverez le bon vieux réformisme qui rêve de revenir à l'époque de l'État-providence.

### LUTTE OUVRIÈRE ET L'ÉTINCELLE OU «LE BON SENS POPULAIRE»

De son côté, **Lutte Ouvrière ne dit rien de particulier sur Cléon.** Les articles dans *Lutte Ouvrière* des 25 janvier et des 1er et 8 février se contentent d'être des comptes-rendus de la mobilisation et ne tracent aucune perspective de lutte.

C'est dans les « feuilles de boîte » de LO que se déploie tout son réformisme. Celle du 4 février – qui sert d'éditorial à l'hebdomadaire (« *Quand on se bat, on n'est pas sûr de gagner, si on ne se bat pas, on est sûr de perdre* ») – dénonce les attaques patronales qui « *causent des dégâts incalculables pour toute la société* » (bourgeoise !) et s'apitoie sur les « *petites entreprises [forcées] à mettre la clé sous la porte* » et la fermeture d'« *usines modernes, qui pourraient fabriquer pour de longues années encore des biens utiles* » (pour qui?). LO s'apitoie sur les travailleurs, non pas victimes du capital, mais de « *l'avidité croissante des actionnaires de Renault* » (*Lutte Ouvrière*, 14 février)

La réponse de LO est d'intégrer les prolétaires à la gestion capitaliste des entreprises avec – en levant le secret des affaires – « *un contrôle à l'échelle de l'ensemble de vie économique [...] exercé par les travailleurs eux-mêmes* » qui serait « *un devoir civique* » car « *seuls les travailleurs peuvent au jour le jour assurer un contrôle efficace et tirer la sonnette d'alarme avant que le mal soit fait* » (feuille Renault Cléon, 19 février).

Les prolétaires ne peuvent « contrôler » le capitalisme, comme premier pas vers sa suppression, que lors qu'il ont pris le pouvoir ; mais la tâche que leur assigne LO, c'est d'« avertir » quand ça va mal : avertir qui, sinon les responsables non prolétaires toujours au pouvoir, les bourgeois ?

Ah, si les bourgeois voulaient bien suivre les judicieux conseils de gestion de LO, que le capitalisme serait bon pour les prolétaires !

Comme la CGT de l'usine, pas un mot sur l'impérieuse nécessité d'un retour à des mots d'ordre et à des méthodes classistes. Pas un mot sur l'hypocrisie des syndicats non-signataires dont les prolétaires n'ont rien à attendre.

Ce n'est pas très étonnant de la part d'une organisation qui à la tête de la CGT PSA Aulnay a construit pendant des mois un bloc pourri avec le SIA (Syndicat Indépendant de l'Automobile), syndicat patronal qui a signé, avec la direction de PSA, un projet d'accord sur les « *mesures sociales d'accompagnement* » (sic) des licenciements et qui dénonce la « *grève de la honte* » et « *le climat de terreur qui règne à Aulnay et appelle les pouvoirs publics à intervenir sans délai* ». On a les alliés que l'on mérite !

L'Étincelle a été exclue il y a quelques années de LO et elle a maintenant intégré le NPA.

Dans l'autre usine Renault de la région rouennaise – celle de Grand-Couronne – L'Étincelle est implantée et publie une « feuille de boîte ».

Malgré le sous-titre ronflant de sa publication « *Pour la construction d'un parti des travailleurs communistes révolutionnaires* », L'Étincelle défend fondamentalement une ligne réformiste.

Leur feuille du 28 janvier pose la question à propos de la surcapacité des constructeurs automobiles « *à qui la faute ?* » La réponse de la Fraction sont simples : les « *portefeuilles [des travailleurs] mis à plat par la rigueur et les licenciements partout en Europe* » : autrement dit le « *remède à courte vue* » des capitalistes qui s'attaquent aux salaires et aux emplois pour accroître les profits (« *la crise a bon dos !* ») écrivent-ils bêtement) empêche les travailleurs d'acheter des voitures.

Pour L'Étincelle comme pour tous les réformistes la crise vient de la **sous-consommation** des masses : augmentez les salaires et multipliez les emplois, et la crise s'évanouira !

Bien différente est l'explication marxiste : « *Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce* » (*Le Manifeste*).

La solution des crises est donc la liquidation de forces productives en sur-nombre (fermetures d'usines, licenciement de travailleurs, jusqu'aux gigantesques destructions des guerres) pour restaurer le taux de profit des entreprises survivantes qui peuvent ainsi recommencer un cycle productif... jusqu'à la crise suivante, tant que le prolétariat n'a pas la force de détruire ce mode de production.

L'Étincelle donne également des objectifs purement réformistes au combat contre l'« accord de compétitivité » et ne met pas en avant des méthode de lutte classistes. Elle appelle à « *faire converger leurs luttes pour s'opposer aux licenciements, pour imposer des mesures d'urgence qui fassent payer la facture de la crise à ceux qui en sont responsables et en ont en plus les moyens : la classe capitaliste* » (« *Des partenaires sociaux bien décidés à lier les mains des travailleurs pour leur faire les poches* », *Convergences révolutionnaires*, janvier-février 2013) et à « *briser l'isolement et tenter de créer enfin les conditions de cette riposte d'ensemble qui donnerait tout leur sens à des mesures comme l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, en imposant que l'ensemble de la bourgeoisie paye pour ceux des leurs qui sont défailants* » (« *Nationalisations provisoires ou temporaires, ou garantie des emplois et des salaires pour les travailleurs ?* », *Convergences révolutionnaires*).

tionnaires, janvier-février 2013)

**Au final, L'Étincelle avance une explication réformiste de la crise couplée avec des « mesures d'urgence » d'aménagement du système capitaliste et des fumisteries comme « le partage du travail » et « l'interdiction des licenciements » par l'État bourgeois !**

**MATIÈRE ET RÉVOLUTION :  
DE L'ANTI-COLLABORATIONNISME  
AUX VIEILLES RECETTES  
RÉFORMISTES**

**Matière et Révolution (M&R)** est issu de la Fraction L'Étincelle qu'elle a quittée pour ne pas intégrer le NPA. Ce groupe diffuse des bulletins d'entreprise *La Voix des travailleurs*, en particulier au centre technique Renault de Lardy.

A la différence des autres groupes trotskistes, M&R dénonce de manière claire et nette le collaborationnisme qu'il soit de gauche ou d'« extrême » gauche. Elle défend l'idée juste que les appareils syndicaux sont des ennemis des prolétaires au même titre que l'État ou les patrons. Elle critique sévèrement les syndicats qui « négocient » et, en particulier, les dirigeants LO de la CGT de PSA Aulnay qui ont refusé de lancer une grève rapidement après l'annonce des suppressions d'emplois, qui ont formé une alliance avec le syndicat-maison et qui enferment la lutte dans le cadre localiste de « non à la fermeture de l'usine d'Aulnay » au lieu de l'étendre aux autres usines touchées par le plan Varin.

Cependant, malgré cette dénonciation du collaborationnisme ne se traduit pas par des revendications classistes. M&R recycle différentes vieilles élucubrations **purement réformistes**.

Pour M&R, le capitalisme n'est pas en crise mais les fermetures d'usine seraient la conséquence de sa « financiarisation » : « On nous fait croire aussi que l'ensemble de l'activité industrielle est en surcapacité et doit donc se réduire. C'est encore faux. La cause de la désindustrialisation est ailleurs : dans le retrait massif des capitaux privés de leurs investissements industriels et commerciaux et leur investissement massif dans la sphère bancaire et financière » (Bulletin, 14 novembre 2012). M&R reprend les lamentations

réformistes classiques régulièrement proférées par LO : « les capitalistes désinvestissent pour spéculer » (Bulletin, 11 janvier 2013). En fait plus les capitalistes investissent, plus l'exploitation augmente, plus la situation du prolétariat se **dégrade!**

Lénine montrait, il y a un siècle déjà, que le capital financier, les banques deviennent en vertu du développement capitaliste les véritables acteurs de la centralisation du capital, accroissant la puissance de gigantesques monopoles. Au stade impérialiste du capitalisme, c'est le capital financier qui domine les marchés, les entreprises, toute la société, et cette domination conduit elle-même à la concentration financière jusqu'au point où « le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'État, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société toute entière d'un tribut au profit des monopolistes » (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

En conséquence, si le capitalisme ne connaît pas une crise de surproduction, la situation de Renault – selon M&R – serait la conséquence d'une mauvaise stratégie de sa direction : « pas de nouveau modèle, pas de production prête quand le client est prêt à acheter, pas d'incitation à acheter avec des avantages clients comme auparavant, pas de facilité de crédit. On peut dire que Renault s'est désinvesti des voitures pour garder son cash et jouer avec au casino des bourses et des dettes souveraines... » (Bulletin, 12 février 2013). Marx avait pourtant expliqué en long et en large que le but de toute entreprise capitaliste était la **production de profits** et non pas celle de telle ou telle marchandise...

Mais M&R fait la leçon à Renault pour avoir fait de mauvais choix capitalistes : « Choix de ne pas baisser les prix, choix de ne pas produire à l'avance par rapport aux ventes, délais de livraison trop importants, par exemple pour la nouvelle Clio » (Bulletin, 11 janvier 2013).

Comme LO dont elle est un avorton, M&R offre ses **bons conseils à la bourgeoisie pour gérer au mieux ses entreprises!** Les réponses aux attaques capitalistes

que propose M&R sont tout aussi réformistes : « Réquisitionner les entreprises qui licencient, bloquer tout le trust quand ils jettent une usine. Casser leurs banques puisqu'ils sont tous transformés en banque, appeler les clients à retirer leur argent de ces institutions, provoquer s'il le faut des paniques contre les banques qui soutiennent nos licenciements » : appel aux clients, à l'État (pour « réquisitionner »), **tout sauf la lutte de classe!**

Et il cite comme exemple Lip dans les années 1970 et son utopie autogestionnaire qui « n'avait pas craint de saisir le capital (argent, montres et plans) et de refuser la légalité patronale, pour ensuite réquisitionner l'entreprise et la faire tourner au seul profit des salariés! » (Bulletin, 11 janvier 2013). Faut-il, une fois de plus, dénoncer la nature purement bourgeoise de l'autogestion qui oblige les prolétaires à s'auto-exploiter pour faire marcher l'entreprise qui reste intégralement capitaliste?

**Derrière un discours radical et combatif, Matière et Révolution cache en fait une nature profondément réformiste qu'elle a héritée de Lutte Ouvrière : même analyse anti-marxiste de la crise, même revendication réformiste.**

**UNE SEULE ISSUE :  
LUTTER SUR LE TERRAIN  
DE CLASSE**

A Cléon comme ailleurs, il est nécessaire aux prolétaires de prendre en main leurs luttes, de s'organiser de façon indépendante sur des bases de classe, de ne pas laisser le mouvement entre les mains des appareils syndicaux même dirigés par des « révolutionnaires » qui n'ont pas un mot dans leurs journaux, tracts ou communiqués, pour mettre en garde les travailleurs contre l'orientation des syndicats, de chercher la solidarité non pas des « clients »

Des décennies d'intoxication démocratique, pacifiste et interclassiste distillée par les réformistes ont paralysé les prolétaires. Cependant, le rôle des communistes demeure de favoriser tout pas en avant vers la réappropriation des méthodes et des mots d'ordre classistes, ce qui nécessite de travailler à la rupture avec le collaborationnisme politique et syndical.

Les faiblesses de luttes actuelles sont

inévitables, car elles sont le résultat de longues années de collaboration des classes et de pacifisme social ; elles témoignent que le processus long, difficile et complexe de la réorganisation classiste du prolétariat sera long, difficile et complexe. Mais ces faiblesses doivent être mises en évidence, comprises et combattues, en particulier en montrant clairement quels sont les facteurs de défaite dans le combat de classe : le corporatisme, le localisme, le légalisme, les divisions de toutes sortes, ...

La critique qui doit être faite de l'action des trotskistes chez Renault n'est pas de ne pas avoir engagé la lutte : ils ont réellement tenté de construire une grève, dans un contexte défavorable, face au chantage patronal.

La trahison des trotskystes consiste en ce qu'ils ne permettent pas aux prolétaires d'éviter les pièges de l'adversaire, mais qu'ils contribuent à les enfermer dans un **collaborationnisme** « combatif » qui lie leurs intérêts à ceux de l'entreprise et qui les place non pas sur le terrain de l'affrontement ouvert de classe, mais dans le cadre légaliste de la « négociation » - fût-ce sous la pression de la lutte - entre « partenaires sociaux ». Mais ouvriers et patrons ne sont pas des « partenaires », ils sont des **ennemis de classe!**

\* \* \*

Il est nécessaire pour les prolétaires de s'engager dans toutes les luttes économiques immédiates – même si elles ne dépassent pas l'objectif purement défensif de la résistance à l'aggravation de leur exploitation – car elles peuvent représenter un progrès dans le sens du réveil de l'initiative prolétarienne et de la réappropriation des méthodes de la lutte de classe.

Si elles sont menées avec ces méthodes et ces moyens classistes, elles deviennent des étapes non seulement inévitables mais aussi indispensables vers la reprise future de la **guerre de classe**, la lutte révolutionnaire contre le capitalisme ; comme le disait Marx, « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de grande envergure » (Salaire, prix et profit, 1865).

**« Il Comunista »  
Nr. 129 - Aprile 2013  
Nell'interno**

- Dal pantano democratico non verra' mai fuori la soluzione dei gravi problemi di sopravvivenza del proletariato. La lotta di classe e' l'unica via d'uscita!
- Il primo di maggio deve tornare ad essere un giorno di lotta proletaria classista e rivoluzionaria! La classe dei proletari, anche solo per sopravvivere, deve lottare contro la classe borghese e tutti coloro che vivono sullo sfruttamento del lavoro salariato.
- La certezza del comunismo, su che cosa si fonda?
- Laboratori della logistica in sciopero: un esempio di ripresa dei mezzi e metodi della lotta proletaria realmente efficaci contro gli interessi dei padroni!
- Arduo lavoro di difesa delle linee programmatiche, politiche, tattiche e organizzative del Partito nella vitale critica marxista dell'imperialismo capitalista, nel bilancio dinamico del movimento comunista internazionale e nella prospettiva della futura ripresa della lotta di classe (Riunione Generale di partito, Milano 15-16 dicembre 2012). Il Partito Comunista Internazionale nel solco delle battaglie di classe della Sinistra Comunista e nel tormentato cammino della formazione del partito di classe
- Alcuni cenni sulla Siria (4). La Siria indipendente
- La donna e il socialismo di August Bebel. La donna nel passato, nel presente e nell'avvenire (II). La donna nel presente
- Il clamore intorno al "matrimonio per tutti": una diversione antiproletaria

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

**ROGER (Marc Perrais)**

Souffrant depuis longtemps de graves problèmes de santé qui s'étaient aggravés ces dernières années, Marc Perrais s'est éteint à la mi-mars à Saint Nazaire, à l'âge de 77 ans..

Enseignant de profession, « Roger », selon son pseudonyme, se définissait comme « enfant de la classe ouvrière ». Collaborant dans les années cinquante au journal « Le Libertaire », alors qu'il n'avait pas encore vingt ans, il était entré en contact avec le parti au début des années 80 après une longue évolution politique.

S'il n'a jamais voulu adhérer à notre organisation, préférant rester un sympathisant, il s'est cependant efforcé pendant toutes ses années de collaborer autant qu'il le pouvait à l'activité du parti, que ce soit par des cotisations régulières, par une correspondance nourrie avec la rédaction ou par l'aide à la diffusion de notre presse.

Toujours enthousiaste quand il pouvait nous annoncer des contacts potentiels ou des possibilités de diffusion, il s'enflammait aux nouvelles des luttes ouvrières dans le monde. Internationaliste dans l'âme, il avait appris plusieurs langues et il suivait avec une attention passionnée ce qui se passait au delà des frontières des Etats bourgeois.

Authentique poète (il avait publié des recueils de poésie), il était doué d'un talent littéraire certain : ses descriptions des grandes grèves des chantiers navals, de ses contacts avec des prolétaires basques ou simplement ses rapports de la vente du Proletaire sur le marché, étaient à cet égard de véritables petits bijoux!

Nous ne pouvons mieux faire pour honorer la mémoire de ce camarade, que de publier un de ses poèmes, écrit lors des agitations ouvrières qui marquèrent l'effondrement du pseudo « bloc socialiste ».

**Brochures « le prolétaire » (extrait du catalogue des publications)**

11. Auschwitz ou le grand alibi (texte de 1960)	1€
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2€
21. Lénine sur le chemin de la révolution (A. Bordiga 1924)	1,5€
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5€
24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1,5€
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924	1,5€
26. «Auschwitz ou le grand alibi»: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5€
27. Algérie: seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère...	1,5€
29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe	2€
30. Le marxisme et la question palestinienne	4€
31. La laïcité, un principe bourgeois	2€
32. La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre	2€
33. Invariance du marxisme	2€

**Lódz**

Prolétaires de Lódz, enfants de Roumanie  
Ouvriers de la Jiu, vous ceux-là que l'on nie  
Et vous de Novigrad, enfants de Kossovo  
votre sang nous écrit l'aube des temps nouveaux.  
On n'aime pas je crois, les mineurs de l'Ukraine  
dans ce monde pourri qui pisse roi et reines  
Ils sont tous là les chiens de ces deux horizons  
se repaissant de vous, qui perdent la raison  
Un rien de vous, même un seul geste, les effraie.  
Le monde chant de vous, ce sont des cris d'orfraies.  
Prolétaires de Gdansk, enfants de Moravie  
Ouvriers de Rostock, on vous devra la vie  
de venir secouer les flics et les escarpes  
et l'idéologie, leur misérable harpe.  
Enfants de Sibérie, ouvriers de Bakou  
et vous de l'Arménie, il y aura des coups  
à prendre et à donner, mais plus encore à rendre.  
Frappez d'abord ceux-là qui veulent vous vendre.  
De Pankow à Lublin, de Tallin à Zara  
vous êtes les plus forts et personne n'aura  
assez de force encor pour arrêter vos luttes.  
Le monde des corons, des blocs et des cahutes  
va hurler vers le ciel et frapper les soudards  
de ces petits messies, ces kapos, ces bâtards  
qui vivent de la sueur de ceux qu'ils disaient frères.  
Popes, barons ou stals c'est la même misère.  
Et déjà l'on entend de Brest à Genova  
que ce monde pourri, le vieux monde, s'en va.  
Mineurs de l'Angleterre et marins de la France  
manœuvres d'Algérie, le monde est en partance  
de Carrare à Dortmund et de Leeds à Vigo  
il flotte pour jamais le rêve des Egaux.  
Mais le rêve a frappé celui-là qui ne rêve  
il frappera toujours, il frappera sans trêve  
les chiens les loups et les cochons nous disait Marx  
qui de la vie font or et de Mercure, Mars.  
Déjà l'on vous entend même au fond des Brières  
Déjà l'on vous comprend même au fond des chaumières  
Prolétaires de l'Est on vous entend beaucoup  
et tous vos frères ont des fortunes de coups.

20 février 1990



# Le PST algérien et la guerre au Mali

Les trotskystes de la «IVe Internationale (Secrétariat Unifié)» (regroupement auquel la majorité du NPA actuel est liée) ont diffusé à l'échelle internationale une déclaration de leur section algérienne, le Parti Socialiste des Travailleurs, en date du 17 janvier, au sujet de l'intervention impérialiste française au Mali et de l'attitude de l'Algérie.

Ce texte, qui n'a été accompagné d'aucune critique mais qui était au contraire présenté comme une démonstration politique d'importance, peut donc être considéré comme engageant tout ce courant. Nous allons voir qu'il est instructif.

Le PST condamnait bien sûr dans sa déclaration l'intervention impérialiste, la «*guerre coloniale*» françaises, et le soutien accordé par l'Algérie en autorisant le survol de son espace aérien par les avions français et (surtout) en fermant ses frontières aux insurgés du nord Mali (1). Mais on y trouve aussi la formule plus qu'équivoque selon laquelle «*la crise malienne trouve ses racines*» dans «*le libéralisme imposé par les puissances et les institutions impérialistes*» ainsi que dans les «*régimes dictatoriaux*».

Ce n'est donc pas le **capitalisme** qui est désigné par le PST comme le responsable de la situation économique et sociale des masses maliennes, mais une forme socio-économique particulière et de nature mal définie, appelée «**libéralisme**».

Il est incontestable que toute une série de mesures dites «libérales» ont été mises en oeuvre dans le monde depuis des années, et que ces mesures ont eu pour conséquence la dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires et des populations laborieuses. Mais ces mesures n'étaient pas le passage à une autre forme économique; elles étaient la réponse du capitalisme à un besoin qui s'imposait à lui dans la période de ralentissement économique: celui de restaurer ses taux de profit en accroissant l'exploitation et en liquidant les entreprises ou les administrations peu rentables. D'ailleurs avant cette phase de «libéralisme», la situation des exploités et des opprimés était-elle si riante? Les pays pauvres ignoraient-ils la domination économique et politique des grandes puissances impérialistes?

Prétendre que c'est le «libéralisme» qui est à condamner, revient à faire croire que le mode de production capitaliste en tant que tel peut parfaitement apporter le bien-être aux populations et une véritable souveraineté aux pays pauvres, à condition de ne pas suivre une mauvaise politique économique; c'est ce qu'affirment tous les réformistes, ces «agents de la bourgeoisie» comme les appelaient Lénine parce qu'ils veulent précisément détourner les prolétaires de la lutte contre le capitalisme. N'osant pas ou ne voulant pas se démarquer du réformisme, le PST reproduit ses fadaïses.

De même, s'il est impossible pour un parti véritablement marxiste d'évoquer le rôle des «*régimes dictatoriaux*» dans la crise au Mali, cela ne pose pas de problèmes au PST. Rappelons d'abord que le Mali de l'ancien président A.T.T. était vanté comme un exemple rare de *démocratie africaine*. Le PST pourrait peut-être nous dire que cette démocratie n'était pas authentiquement démocratique; mais en fait la démocratie n'est qu'une **forme** du régime bourgeois, dont l'intérêt pour la classe dominante est de masquer sa domination en donnant aux masses l'illusion de leur participation à la direction du pays (élections, parlement, etc.); plus un pays est riche et plus la classe dominante peut renforcer cette si précieuse illusion en faisant des concessions de divers types et en entretenant toute une armée de forces réformistes, pompiers sociaux et autres collaborationnistes.

A l'inverse, dans les pays pauvres comme le Mali, la démocratie, quand elle existe, est inévitablement chétive et elle a le plus grand mal à masquer la réalité des rapports de domination et de force entre les classes sociales; ses insuffisances provoquent les lamentations des petits-bourgeois, persuadés que la démocratie est le remède magique à tous les problèmes. Mais l'impérialisme essaye cependant de l'instaurer ou de la crédibiliser parce qu'il sait d'expérience que c'est le régime le plus efficace pour amortir les tensions sociales et anesthésier les mas-

ses exploitées; ce qui n'empêche pas bien entendu, que dès que cela gêne leurs intérêts, les bourgeois et les impérialistes envoient au diable leurs oripeaux démocratiques (2)!

S'étant donc complètement aligné sur le discours des réformistes, on comprend que le PST termine sa déclaration, non pas par un appel à la révolution, à la lutte de classe ou seulement à la mobilisation des opprimés, mais, après avoir platement affirmé que «*le peuple malien, qu'il soit au nord ou au sud, a besoin de développement, de dignité et de prospérité, et non pas de bombes et de servitude*», par un triste **voeu pieux**:

«*Pour une solution politique garantissant les droits démocratiques et le développement à toutes les composantes du peuple malien!*».

Malheureusement dans le monde réel où nous vivons, c'est-à-dire sous le capitalisme, toutes les questions importantes se résolvent non selon les sages et pacifiques idéaux démocratiques, mais par la lutte, par la force et par la violence.

Le Mali, comme tant d'autres pays dans la même situation, souffre à la fois du développement du capitalisme et de l'insuffisance de ce développement. Ancienne colonie, inévitablement pieds et poings liés aux centres impérialistes, il est trop pauvre, non en richesses naturelles, mais en capitaux, pour espérer connaître, à travers la ruine accélérée de la paysannerie et l'exploitation bestiale de la main d'oeuvre salariée, un puissant développement capitaliste, à l'image de ce que vivent de nombreux pays asiatiques. Les antagonismes interethniques découlant de la formation artificielle de ces Etats par les colonisateurs ne pourront donc disparaître sous la magie de la «croissance» et du «développement» (comme si d'ailleurs le développement capitaliste pouvait être harmonieux et également réparti!).

Il reviendra aux prolétaires maliens de toutes les ethnies de dépasser ces antagonismes dans le vif de la lutte unitaire de classe, en étroite union avec les prolétaires des métropoles impérialistes dès que ces derniers se seront lancés dans la lutte anticapitaliste; les prolétaires maliens sont sans doute peu nombreux, mais ils existent bel et bien et en fait une partie non négligeable d'entre eux se trouve au sein des classes ouvrières de France et d'Europe, constituant ce futur trait d'union par delà les mers.

La révolution communiste internationale qui brisera le capitalisme est la seule perspective réaliste pour supprimer à la **racine** les maux qu'inflige ce mode de production aux opprimés du monde entier. La réalisation d'un plan unique mondial par le **régime dictatorial** prolétarien international permettra une distribution harmonieuse des forces productives sur la planète; elle résorbera progressivement les inégalités de «développement», les différences de classes et d'ethnies, les oppositions entre la ville et la campagne, entre pays riches et pays pauvres, entre régions ravagées par une croissance effrénée et régions désertifiées, etc., ouvrant la voie à l'avènement de la société communiste qui sera celle de tout le genre humain sans frontières ni Etats nationaux.

Cette perspective-là n'est pas celle du PST; comme nous l'avons vu, il s'aligne, lui, sur les perspectives réformistes. Il est par conséquent inévitable qu'il reprenne en définitive des positions purement bourgeoises. C'est ainsi qu'il écrit dans sa déclaration que Bouteflika a autorisé l'utilisation de «*notre*» espace aérien par les avions français et ordonné la fermeture de «*notre*» frontières: on apprend ainsi que les frontières de l'Etat algérien sont aussi celles des internationalistes du PST...

La déclaration continue: «*ce volte-face inacceptable dans la position algérienne contredit gravement le combat historique de notre pays pour l'émancipation et la dignité des peuples*»; c'est un «*tourant politique qui amenuise la souveraineté nationale et confine l'Algérie dans une alliance contre nature de reconquête coloniale*».

Donc, jusqu'au soutien à l'intervention de l'impérialisme français «*notre pays*» était par nature un combattant pour l'émancipation et la dignité des peuples! Mais «*notre pays*», c'est qui?

Sauf erreur, l'Algérie est un pays capitaliste, doté d'une classe dirigeante qui domine la société et dont les intérêts sont défendus par un régime militaro-mafieux qui s'est maintenu en écrasant dans le sang les révoltes des jeunes d'Alger ou de Kabylie, et qui continue à réprimer les chômeurs, les grévistes, les prolétaires en général.

En Algérie comme en France ou au Mali, il y a des exploités et des exploités, des classes sociales différentes, aux intérêts distincts et opposés. Evoquer une prétendue communauté d'intérêts et de décision nationale, ne sert que la classe bourgeoise qui domine seule le pays et qui n'hésite pas à massacrer tous ceux qui voudraient contester cette domination.

Pour donner une légitimité à un système de dictature de classe particulièrement brutal, pour couvrir l'exploitation des prolétaires et les affaires qu'elle fait avec l'impérialisme, la bourgeoisie algérienne se drape dans les souvenirs de la lutte contre le colonialisme français – et les trotskystes du PST viennent apporter leur petite contribution à cette répugnante mascarade!

En réalité, comme toutes les bourgeoisies, la bourgeoisie algérienne est mue par la défense de ses intérêts capitalistes, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de son Etat.

En ce qui concerne le Mali et la région sahélienne, elle s'est longtemps opposée aux volontés françaises d'intervention militaire parce qu'elle avait ses intérêts propres à défendre dans une région potentiellement riche en pétrole et prospectée par des sociétés algériennes. En outre elle avait un intérêt sécuritaire direct à contrôler les turbulences Touaregs, afin d'éviter une contagion aux Touaregs algériens. C'est pourquoi elle a soutenu entre autres le mouvement rebelle Ançar Dine pour faire pièce aux indépendantistes du MNLA (2).

Nous ne savons pas de quelle *nature* a été le deal avec le gouvernement français qui l'a amenée à changer de position; mais ce qui est hors de doute, c'est que l'émancipation et la dignité des peuples, la démocratie ou la souveraineté du Mali, n'ont rien eu à faire dans le sordide marchandage qui a eu lieu entre intérêts bourgeois et qui a débouché sur la décision d'aider l'impérialisme français!

La tâche d'un parti révolutionnaire est de dénoncer les manoeuvres de «sa» bourgeoisie, de révéler son hypocrisie, ses mensonges, de démasquer la fausseté de la propagande avec laquelle elle «justifie» sa domination afin de rendre évident aux yeux des prolétaires l'**antagonisme irréductible** qui les sépare non seulement du dernier tournant politique du gouvernement en place, mais surtout de tout le système politico-économique bourgeois, autrement dit du **mode de production capitaliste**. C'est ce que ne font ni le PST ni le rassemblement international dont il fait partie: la quête de résultats immédiats, la course à l'accroissement rapide de leur popularité, les conduit à se mettre à la remorque des courants dominants, jetant par dessus bord tout ce qui pourrait gêner dans la manoeuvre, restes de programmes, de principes qui les rattachait encore vaguement au marxisme: c'est la maladie malheureusement trop répandue de l'**opportunisme** qui conduit fatalement ceux qui en sont atteints à passer au service de l'ennemi de classe.

(1) Selon *Le Point* du 26/4, le gouvernement algérien a aussi fourni aux troupes françaises du carburant sans lequel «*les opérations dans l'Ifoghas n'auraient sans doute pas pu être conduites de la même façon. Ni aussi vite*».

(2) Nième démonstration: le gouvernement français qui veut que soient organisées au plus vite des élections démocratiques au Mali, a demandé et obtenu des pays européens de l'«espace Schengen» l'interdiction de la venue d'Amina Traoré sur leur sol.

Traoré n'a pourtant rien d'une «terroriste djihadiste»: ancienne ministre de la culture et saluée pour cela comme preuve de la démocratie malienne, elle dit partager «*les mêmes idées*» que les ministres du gouvernement français. Mais le hic, c'est qu'elle s'est opposée à l'opération militaire française (dont la prolongation a été votée à l'unanimité par les députés et sénateurs français) en affirmant qu'elle a pour objectif réel le contrôle des ressources du pays; la conclusion est immédiate: pas de démocratie pour les adversaires de l'impérialisme!

(3) Voir à ce sujet l'article du New York Times: «*Algeria sowed seeds of hostage crisis as it nurtured warlord*», NYT, 2/2/2013. La presse officielle algérienne a répliqué que cet article relevait de l'«*Algeria bashing*» (attitude anti-Algérie) et qu'au contraire l'Algérie agissait secrètement au nord Mali pour contrecarrer les réseaux terroristes; mais c'est l'aveu d'une intervention algérienne au delà de ses frontières, semblable à celle de la France!

## « el proletario »

Órgano del  
partido comunista internacional  
No 2 - Abril de 2013

- Sólo la lucha llevada a cabo con medios y métodos de clase puede dar alguna esperanza al proletariado de que logrará vencer a la burguesía y a su sistema de explotación y miseria
- Capital, ocio y miseria
- A la muerte de Santiago Carrillo (I)
- Contra los recortes y los despidos, los proletarios deben recuperar la huelga como arma de clase
- Notas sobre el sindicalismo rojigualda
- ¡Abajo la intervención imperialista en MALI! ¡Abajo el imperialismo francés!

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Notre site Internet :  
www.pcint.org

Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

### Deuxième liste 2013

Aix: 150,00/Daniel: 7,50/Eric: 7,50/Joël: 23,50 /J.: 2,50/Paris: 300,00/Paris, 1er mai: 153,00 /Roland: 8,50/Thionville: 42,50/Toulouse: 392,50

Total liste: 1082  
Total générale: 2193,50

## Points de contact:

**Aix-en-Provence, Paris:** pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

## CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.  
**Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «**programme communiste**» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il comunista**», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista**», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**